Révolution Internationale 13

JANVIER-FEVRIER 1975

parait tous les deux mois

Llegaron las huelgas

Llegada es la hora de llamar al paro, paro y huelga a la huelga. Si no, n
brá forma de entenderse. Porque, sobre la mancha de centenares de m
parados españoles, se extiende ahora como el aceite la de decenas de
huelguistas.

El País Vasco, Cataluña, Madrid, Andalucía... Empleados de
ros de la construcción, metalúrgicos, trabajadores de artes gráficas.
Según los datos proporcionados por los corresponsales de
situación parece particularmente grave en Navarra y en el Ba
Pamplona se calculaba el martes 10 que estaba en huelga la
población laboral de 50.000 person
ciando una huelga general para el mi
La próxima negociación de alg
da deterioración del poder adquis
del movimiento huelguístico. Pero
ión de los sir
...uierdistas.

Espagne
Vive tension sociale à Barcelone, à Bilbao et dans les Asturies

La tension sociale est très vive en Espagne. La mise à pied de plusieurs milliers d'ouvriers, à Barcelone, à Bilbao et dans les Asturies, provoque l'inquiétude et la colère dans le monde du travail.

notre correspondant

n'était pas en mesure d'appliquer les résolutions de la magistrature du travail. Les ventes ont baissé ... crise économique et du marché automo... incitent la SEAT ... nombre des travail... en fait, sont sans ... de l'inefficacité ... ticaux et d'une ... travail qui n'est pas ...ux nécessités actuelles.

J.-A. N.

ESPAGNE : L'AFFRONTEMENT

Espagne
LE MOUVEMENT D'AGITATION SOCIALE S'ÉTEND DANS LE NORD DU PAYS

Barcelone (A.F.P., A.P.). — Environ cinq cents personnes — des ouvriers de l'usine d'automobiles Seat fermée le 4 janvier et des étudiants — ont manifesté le 13 janvier dans le centre de Barcelone. Lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre, un jeune homme a été blessé par balle par un inspecteur de police. A Barcelone également, l'entreprise Cumbre, s'appuyant sur une décision de la juridiction du travail, a renvoyé ses deux cent cinquante ouvriers. Ceux-ci se sont alors enfermés dans une église. La police les a délogés avant qu'ils aient pu entamer, comme ils le souhaitaient, un dialogue avec l'archevêque de Barcelone. Deux ouvriers ont été arrêtés.

A Baracaldo, dans la province de Biscaye, la police a empêché les douze mille ouvriers des hauts fourneaux de la Biscaye de pénétrer sur leur lieu de travail. La direction ...reprise avait décidé la fer... ...sines de Sestao, ...nite de

...ieran la huelga, ...tica estaba clara. ...ago (Carrillo) ...lía siguiente, ...tes, volvieron ...anorama, ...nerse a la ...el espec... ...en e... ...) la

...ndant dix jours après ... de grèves. Les ouvriers avaient présenté un ... devant la magistrature ... et le comité d'entrepr... conclu de son côté un ac... la direction, qui annul... tion tout en retenant ... des salaires pour les ... grève. Les ouvriers ... donc l'accord et récl... démission du comité ... Réunis en assembl... vriers élirent vingt-... sentants qui, le 7 janv... au délégué provinci... nisation syndicale ... réclamant la démiss... d'entreprise et le ... nouvelles électi... même momen... se déroulai... délégation... pour a...

La situation sociale est très tendue en Navarre
En Espagne

La tension sociale reste vive à Barcelone et en Navarre. A Pampelune, capitale de cette région, la situation était très tendue, après que la police eut dispersé, le 15 janvier, une manifestation regroupant quinze mille personnes.

Dans les milieux gouvernementaux, indique le correspondant de l'A.F.P. à Madrid, les différents conflits sont ... excessive. On y estime que la situ... turels : le ralentissement écono... sécheresse qui ... à la fin de ... ne dépassera... d'ordinaire ... ouvriers ... des con...

...LBAO : un jeune ouvrier abattu par la police

20 janvier. — ...rg de Bilbao, ...deux jeu... des

suit. L'archevêque de la ville a entrepris une série de démarches afin que soit trouvée une solution « humaine ». Cependant, une centaine de délégués de diverses usines réunis à une vingt... ...tres de Pam... l'actio...

CATALUÑA
Otra vez el Bajo Llobregat

"Así no puede ser", comentaba, angustiado, un empresario medio del Bajo Llobregat. Su empresa, con unos pocos centenares de trabajadores, depende en buena medida de la produc-

...travail, le 15 ... contre la rupture des ... sur la convention collective.

...les ... dans de nombreu... d'Espagne.

...pelune, la grève de ...les cent mineurs ... enfermés ...pour-

...le « co... activité pro...

sommaire

bulletin d'étude
et de discussion

SOMMAIRES DES NUMEROS DEJA PARUS

ESPAGNE: L'AFFRONTEMENT

Depuis plusieurs mois le prolétarait d'Espagne se trouve aux avant-postes du combat que le prolétariat mondial a engagé contre le capital. A ce fait on peut trouver plusieurs origines.
1°) D'abord, à cause de l'exploitation violente dont il a payé le "miracle espagnol" des années 60 et de ses propres traditions de lutte et de solidarité, le prolétariat espagnol est, depuis un certain nombre d'années un des plus combatifs d'Europe.
2°) Ensuite la crise mondiale frappe aujourd'hui l'Espagne avec une violence particulière en proportion avec les "exploits" antérieurs de son économie. En fait le boom des années 60, bénéficiant des dernières années de la reconstruction, d'après guerre et de quelques "créneaux" du marché européen avait provoqué un supplément de déséquilibres au sein de la société espagnole archaïque tout en ne laissant pas le temps que se mettent en place des structures financières, administratives, politiques adaptées au développement de la production.

Aujourd'hui cette construction artificielle s'effondre : dans les derniers mois de 1974, le rythme de l'inflation est passé à 10% l'an, les faillites se sont succédées, le chômage partiel et les licenciements se généralisent. La situation se complique encore par la rentrée des ouvriers touchés par le chômage dans les autres pays d'Europe.
3°) Enfin, la bourgeoisie espagnole est incapable de mettre en place les structures politiques qui, à l'image de la bourgeoisie portugaise, lui permettraient d'endormir la combativité ouvrière. Au moment de la maladie de Franco, l'été dernier, la bourgeoisie ne s'était pas génée pour mettre en place ouvertement ses plans de succession. Mais, malheureusement pour elle, Franco n'est pas mort au bon moment. Si aujourd'hui, sénile et isolé, il n'exerce plus aucun pouvoir, il constitue néanmoins par sa simple existence, un obstacle à toute remise en cause fondamentale de l'orientation qu'il a suivie depuis le début. Devant une momie vivante, la bourgeoisie espagnole est paralysée par le mythe qu'elle représente. Et c'est de cette paralysie qu'à profité l'aile ultra du régime regroupée autour du marquis de Villaverde, gendre de Franco, pour imposer ses décisions concernant aussi bien le renvoi d'un certain nombre de ministres dont le "libéral R. Cabanillas", que la promulgation d'une loi sur les associations parfaitement dans la tradition franquiste. Il ne s'agit que du chant du signe de ces fractions arriérées et anachroniques de la bourgeoisie mais qui suffit pour compliquer les plans de la grande majorité de celle-ci.

C'est par ces trois brèches que s'est engagé le prolétariat jusqu'à faire de l'Espagne le pays où la lutte de classe revêt sa forme la plus avancée.

LA GENERALISATION DES GREVES

Les luttes qui se déroulent actuellement en Espagne sont la simple extension des luttes qui depuis la rentrée et même avant les vacances ont commencé à secouer le pays, avec la difference que maintenant la situation économique est bien pire qu'au début de ce mouvement.

Les mouvements d'avant les vacances et particulièrement la grève générale de Bajo-LLobregat en Juillet avaient rendu très populaire parmi les ouvriers l'idée lancée par le P.C.E., après son écartement des plans de relève de la bourgeoisie, d'une grève générale en Octobre. Pour le second, il s'agissait essentiellement de rappeler à la bourgeoisie son existence ainsi que de reprendre en main un prolétariat qui, de plus en plus, le débordait ainsi que ses commissions ouvrières. Pour les premiers, cette grève générale devait être le point culminant de toutes les luttes passées et le marche-pied vers un nouveau degré de celles-ci.

Mais au fur et à mesure qu'approchait le mois d'octobre et que les grèves redoublaient d'intensité, le PC parlait de moins en moins de la grève générale : ces fous d'ouvriers risqueraient de le prendre au mot et de ne pas la limiter à 24 heures comme lui l'avait prévu. Octobre est passé sans que le mot d'ordre ne sorte des officines du PCE : il avait dû oublier. Mais même sans appel du PC le prolétariat espagnol avait su en faire un mois de grève intense et généralisée.

L'autre grande vague de grèves a commencé fin novembre et ne s'est pratiquement pas interrompue jusqu'à présent. Au Pays Basque, en Catalogne, à Madrid, en Andalousie en Navarre les mouvements se sont succédés. Le Pays Basque a été paralysé pendant plusieurs jours par une grève touchant plusieurs centaines de milliers d'ouvriers ayant même entrainé commerçants et étudiants et qui a provoqué de la part du gouvernement la mise sous controle militaire de l'ensemble de la province.

Les ouvriers de Navarre, de leur coté, poursuivaient lesmouvements entrepris il y a quelques mois qui les avaient déjà conduits à une grève de plusieurs semaines, pratiquement générale, à Pampelune. Avec 20 jours de grève par ouvrier, la Navarre détient le re cord national, européen et mondial des arrêts de travail. Les ouvriers de cette province ont fait en 1974, proportionellement, plus de jours de grève que les ouvriers franç ais en 1968.

A Madrid, c'est dans le bâtiment et l'imprimerie que les ouvriers cessaient le travail, par milliers.

En Andalousie, dans l'ameublement et surtout parmi les ouvriers agricoles, les grèves se sont succédées.

En Catalogne, c'est dans le Bajo-Llobregat que la lutte a repris de plus belle, paralysant la plupart des grandes usines de cette banlieue industrielle de Barcelone. En même temps, la SEAT (27 000 ouvriers) et l'Hispano-Olivetti de Barcelone engagaient des mouvements prolongés et répétés de grèves intermitantes.

L'actuelle vague de grèves qui culmine par des arrêts de travail généralisés à Barcelone, (particulièrement à la SEAT) et dans sa région, et paralyse de nouveau la Navarre se distingue aussi par la généralisation des manifestations massives au centre des villes, malgré la répression violente qu'elles entraînent. C'est ainsi qu'on a pu voir à Barcelone la place de Catalogne et celle de l'Université occupées par une sorte d'"assemblée générale" des ouvriers de la ville. De même on a assisté à Pampelune à plusieurs manifestations dont une de plusieurs milliers de femmes de mineurs, et l'autre regroupant 15 000 travailleurs, ce qui, dans les conditions de répression en Espagne, est le signe d'une combativité exeptionnelle.

Outre l'ampleur qu'elles revêtent et leur combativité, une autre caractéristique de ces grèves est la solidarité qu'elles dévoilent au sein de la classe ouvrière espagnole. Un nombre important de grèves ont pour motif la simple solidarité avec les ouvriers d'autres usines et même d'autres villes (le conflit actuel à la SEAT a pour origine un mouvement de solidarité avec les grévistes de la FASA-Renault de Valladolid) . Par ailleurs, d'une façon presque systématique, dès qu'une usine est en grève, ses ouvriers vont immédiatement à la porte des autres pour étendre, souvent avec succès, le mouvement.

L'ATTITUDE DE LA BOURGEOISIE

Face à cette situation, la bourgeoisie est, comme on l'a vu, pratiquement paralysée du point de vue politique. Ne pouvant emêcher les grèves, elle fait tout pour empêcher leur généralisation et pour que les ouvriers les utilisent le moins possible pour développer leur niveau de conscience et d'organisation.

Depuis le mois de Décembre, sa tactique est simple: empêcher les assemblées générales d'ouvriers. Pour cela, elle déclare le lock-out des entreprises dès que ses ouvriers se sont mis en grève et elle envoie ses forces de répression les déloger des usines qui la plupart du temps sont occupées, en même temps qu'elle charge les forces de répression de disperser toute tentative d'assemblée dans la rue, et devant l'usine. En même temps, les Eglises ou les salles paroissiales qui, il y a encore quelques mois servaient de lieu de réunion aux ouvriers en lutte, leur sont maintenant fermées.

Dans ce type de manoeuvre, la bourgeoisie trouve un excellent soutien de la part du PC à qui la désorganisation des travailleurs profite dans la mesure où lui et ses commissions ouvrières se présentent comme la seule organisation possible au service de la classe.

Au lieu d'affronter ouvertement les assemblées ouvrières le PC tente partout de les dénaturer, en y faisant élire les futurs délégués pour les élections syndicales qui se tiendront bientot. En faisant confier la continuation de la lutte à des spécialistes, le PC et les CO ont pour objectif immédiat de dissuader les ouvriers de faire des assemblées.

Même dans l'opposition, le PC se manifeste déjà comme un fidèle laquais du capital.

C'est que chaque pas en avant de la lutte est pour lui une menace pour le futur. S'il est appelé, comme il l'espère, bientôt aux "affaires", il devra compter avec une combativité et une conscience ouvriéres que chaque lutte d'aujourd'hui tend à renforcer et qui lui laissera les coudées d'autant moins franches pour prendre les mesures que la crise imposera de plus en plus.

Dans cette besogne répugnante il vient d'être rejoint par l'ancienne "BANDERA ROJA", équivalent des trotskystes en France, qui en Catalogne a fusionné avec ceux du PC son propre appareil et ses commissions ouvrières, constituant la toute nouvelle "Commission ouvrière nationale de Catalogne. Cette organisation a commencé sa carrière en lançant pour le début de février un mot d'ordre de grève de 24 heures essentiellement sur des mots d'ordre démocratiques qui sont les plus démobilisateurs (à quoi rime de réclamer le droit de grève quand les travailleurs espagnols sont ceux qui font actuellement le plus de grèves dans le monde sinon à essayer de leur faire prendre des vessies pour des lanternes).

Par ailleurs, en s' intitulant C.O.Nationale de Catalogne, cette organisation fait tout pour perpétuer dans le prolétariat catalan ses préjugés nationalistes que lui a légué la petite bourgeoisie et qui lui ont déjà coûté si cher dans le passé.

Mais toutes ces manoeuvres n'ont pas reussi à émousser la combativité des travailleurs. Puisqu'on ne les laisse pas se réunir et qu'on les expulse des usines occupées, ils ont mis au point d'autres moyens de tenir leurs assemblées soit en faisant chaque jour des grèves sur le tas de quelques heures mises à profit pour tenir une assemblée (comme à la SEAT), soit en disputant directement à la bourgeoisie le terrain de la rue.

L'IMPORTANCE MONDIALE DE LA SITUATION EN ESPAGNE

Entre avril et l'été 74 le centre de gravité de l'affrontement entre le capital et le prolétariat mondial setrouvait au Portugal. Depuis la reussite du gouvernement de gauche portugais dans son entreprise de mystification des ouvriers ainsi que le développement des luttes en Espagne a déplacé ce centre de gravité.

Parce-que les luttes actuelles des ouvriers espagnols se situent dans un pays dont l'économie et les structures se trouvent brusquement en état de grande faiblesse et que ces mêmes ouvriers ont déjà fait preuve d'une tenacité et d'une combativité exceptionnelles qui permettent d'autant moins de les mystifier, comme ce fut le cas des ouvriers portugais, l'Espagne constitue aujourd'hui le nouveau point chaud de cet affrontement international.

Dans les semaines et les mois qui viennent, la situation dans ce pays devra être l'objet de la plus grande attention de la part des ouvriers des autres pays et plus particulièrement des révolutionnaires.

D'ores et déjà nos camarades d'ACCION PROLETARIA ont entrepris dans le tract qui suit et qui a été distribué parmi les ouvriers espagnols, d'insister sur l'importance des tâches actuelles du prolétariat en Espagne.

C. GINE

LES TACHES DE LA CLASSE OUVRIERE DEVANT LA SITUATION ACTUELLE (ESPAGNE)

LA CRISE GALOPANTE

La crise mondiale a profondément atteint l'économie espagnole. Dans ces derniers mois nous sommes passés de la menace à la réalité de la crise économique. L'économie espagnole qui, cahin-caha, avait reussi à atteindre les indices de croissance prévus par le gouvernement, a souffert un arrêt brusque. L'indice de croissance de l'ordre de 7 et même de 8% pendant les neuf premiers mois de l'année 74, on est passé à des indices de 1% pendant les deux derniers mois et tout annonce une baisse continue.

Les prix qui augmentaient dans la même période à un rythme de 2% par mois (on calculait une augmentation de 20% pour l'année 74) se sont mis à augmenter en flèche et les perspectives qui apparaissent début 75 annoncent des augmentations encore plus fortes (spécialement dans les articles de première nécessité). Officiellement la lutte contre l'inflation a été abandonnée définitivement face au danger de récession qu'elle pouvait provoquer.

Les indices de chômage ont également enregistré une hausse vertigieneuse. A l'arret massif du secteur de la construction est venue s'ajouter la réduction de la journée de travail dans pratiquement toutes les industries du secteur de l'automobile et de ses auxiliaires. De même avec la sécheresse, le chômage dans la campagne est massif. Les heures supplémentaires qui avaient été jusqu'à présent le moyen généralisé pour obtenir un salaire suffisant pour vivre (dans un grand nombre d'entreprise 80% du personnel faisait trois et quatre heures supplémentaires), ont disparu presque totalement. La récession est en train de constituer, à un rythme accéléré, une immense armée de la faim qui, à courte échéance, peut se voir augmentée d'un demi-million d'ouvriers espagnols provenant des pays du Marché Commun (rien que pour Noël 80.000 ouvriers venant des pays étrangers sont restés en Espagne, au chômage).

Payes suspendues, faillites d'entreprises hier toute puissantes, déclin de l'activité industrielle, chômage massif, inflation galopante, misère. Pour tout cela un seul nom : LA CRISE, et avec elle, de nouveau l'alternative pour toute l'humanité : socialisme ou barbarie.

L'ESSOR DE LA LUTTE OUVRIERE

Dans le monde entier et après la défaite de la classe ouvrière dont le point le plus bas a été marqué par la guerre inter-impérialiste de 39-45, la lutte du prolétariat a ressurgi en meme temps que le capitalisme achevait sa reconstruction dans les années 60. Ses manifestations les plus significatives ont été les nombreuses grèves sauvages contre les syndicats devenus irrémédiablement des instruments du capital, Mai 68 en France, les grèves de masses en Italie en 69, les luttes insurrectionnelles en Pologne 70, les grèves en Grande Bretagne, etc.

En Espagne aussi la lutte de la classe ouvrière a fait de nouveau son apparaition dans les années 60, après la guerre civile, et, bien qu'elle se soit manifestée avec des hauts et des bas, le mouvement dans son ensemble s'est étendu continuellement, au point que dans les derniers mois, il s'est mis à la tête du mouvement de grèves en Europe. Des grèves générales dans le Ferrol, Vigo Navarre, Bas LLobregat et la récente grève du pays basque et de Saragosse, se succèdent avec une fréquence croissante, formant une chaîne inintérrompue.

En même temps, les grèves deviennent chaque fois plus dures et plus longues. Rien qu'en Catalogne les grèves de la SEAT et de Hispano-Olivetti, pour ne citer que deux des plus importantes, ont commencé en septembre de l'année dernière et n'ont connu que de tres brèves interruptions. Les grèves par solidarité atteignent un pourcentage élevé du total, ce qui est un indice clair de la combativité de la classe ouvrière espagnole. Personne ne doute plus que nous nous trouvons à la veille d'un mouvement de grève générale, ce qui, dans les conditions politique actuelles, peut avoir des conséquences imprévisibles, puisqu'une des caractéristiques fondamentales des grèves actuelles est l'inexistence d'une organisation suffisamment forte pour pouvoir la diriger vers des objectifs prévus d'avance. Contrairement à d'autres pays où les luttes sont contrôlées et dirigées par des syndicats divers, en Espagne, les syndicats officiels du gouvernement tout comme les differentes organisations clandestines qui essaient de jouer un rôle syndical (la plupart des "comisiones obreras" de toutes les tendances, les noyaux survivants de l'UGT ou de la CNT et quelques autres organisations catholiques), sont incapables d'encadrerle mouvement.

Toutes les luttes se développent en ayant comme axe fondamental les ASSEMBLEES D'USINE, véritables organes de discussion et de décision des travailleurs. Ce n'est que quand les luttes restent isolées ou quand elles se développent hors de l'usine à cause du lock-out, que les organisations syndicales ou politiques reussissent à encadrer le mouvement en l'arretant. C'est le cas des deux grèves générales du Bajo-Llobregat où, une fois les ouvriers dans la rue, les ASSEMBLEES OUVRIERES ont été substituées par des assemblées de "de liaison" constituées de "permanents" dans le siège du syndicat gouvernemental.

La grève de la SEAT, pendant laquelle on a tenu une assemblée massive au centre même de Barcelone, entourés par la police, a été un pas important pour rompre définitivement avec les schémas syndicalistes.

Ce que les luttes posent aujourd'hui comme première nécéssité pour la classe ouvrière, c'est de continuer à maintenir les assemblées comme organes de décision, même lorsque les travailleurs se retrouvent en dehors de l'usine. N'importe quel pas en arrière sur ce terrain, tout abandon des assemblées implique laisser le mouvement à la merci des manoeuvres de la bourgeoisie,

qui essaiera constamment de le conduire sur un terrain où il pourra être battu- le terrain du syndicalisme et de la démocratie bourgeoise.

LES ARMES DE LA BOURGEOISIE FACE A LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE

La combativité et la conscience de la classe ouvrière que les luttes actuelles manifestent, ont accéléré la crise politique de la bourgeoisie espagnole.Toutes les tentatives de stopper le mouvement révolutionnaire par des manoeuvres d'"ouverture" avec leurs mystifications démocratiques,sont débordées avant même d'être appliquées. Même la loi sur les Associations Politiques, approuvée par le gouvernement, est une preuve évidente de l'incapacité gouvernementale à contrôler la situation. Le passage des pouvoirs de Franco à Juan Carlos s'est transformé en une crise politique profonde. Il n'est plus possible d'envisager maintenant une évolution dans le cadre du régime actuel. Pour la bourgeoisie les alternatives se présentent de façon radicale:ou bien durcissement de la dictature et retour aux années 50 ou bien de nouveau l'alternative républicaine de 1931. Et c'est dans ce cadre que l'on doit situer les derniers événnements.

Le fait que les "libéraux" Cabanillas et Barrera soient sortis du gouvernement a renforcé, à la suite de la maladie de Franco, la fraction de la bourgeoisie "anti-associations", partisanne de la "poigne de fer". Il s'était déjà produit avant un évé ement de grande importance : la destitution de Diaz Alegria, chargé d'assurer la politique d'ouverture au sein de l'armée. Récemment, la loi des asociations est venue confirmer le triomphe de cette fraction en faisant du "Movimiento Nacional" la seule association autorisée dans les faits.

La fraction de la bourgeoisie qui défend la solution du changement démocratique comme seule méthode efficace pour arrêter la lutte de la classe ouvrière (fraction qui refusa en premier lieu le Pacte Démocratique proposé par le Parti Communiste d'Espagne pour essayer d'attirer les secteurs socialistes de toutes les tendances se verra maintenant obligé d'élargir ses alliances aux communistes et de se constituer en véritable opposition au régime.

La bourgeoisie a comme principe général d'utiliser les formes démocratiques et tous les instruments qui ne sont que des moyens de mystification de la classe ouvrière. Nous n'avons qu'à voir comment au Portugal, au moment où la classe ouvrière commençait à se mobiliser, loin de lui livrer bataille ouvertement, elle s'est lancée dans une vaste opération démocratique. Ses principaux instruments ont été les partis socialistes et communistes. Sans leur collaboration, l'opération aurait été impossible dans la situation portugaise actuelle. Cette opération est destinée à désarmer idéologiquement le prolétariat, sans rien toucher à la structure capitaliste. Depuis la première Guerre Mondiale, la classe ouvrière a vu maintes fois la même manoeuvre et toujours, dans tous les cas, le résultat a été le même : "socialistes et communistes" au gouvernement appliquant des politiques totalement capitalistes du point de vue économique, mais avec un langage ouvriériste qui a été très efficace jusqu'à présent pour dévier notre lutte. Notre expérience des années de la deuxième république met en évidence clairement les résultats de la collaboration avec le capitalisme. La participation du parti communiste et du PSOE et, avec eux, de l'UGT et aussi de la CNT, a conduit à l'écrasement du processus révolutionnaire en mai 37. Dans le cas où la lutte de classe ne pourrait être arrêtée par le seul moyen de la répression, la bourgeoisie disposera de ces forces de réserve pour faire face à la situation. Et ce qui en 1937 fut un drame pour la classe ouvrière serait aujourd'hui, s'il venait à se répéter, vu l'expérience acquise, une FARCE.

La division au sein de la bourgeoisie se reflète aussi dans l'armée. L'expulsion de Diaz Alégria, loin d'unifier les forces armées n'a fait qu'approfondir les divisions au point que les ministres de l'armée se sont vus obligés de menacer publiquement (discours de la "pascua militar") les secteurs militaires qui étaient en train de se compromettre avec les organisations politiques de l'"opposition". Avec ces menaces ils n'ont fait que confirmer publiquement les rumeurs qui couraient déjà dans la rue.

Evidemment cette crise de la bourgeoisie est aussi un résultat de la montée des luttes de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas d'une crise interne à la bourgeoisie. Nous nous trouvons dans une période historique où la lutte de classe commence à se développer. Nous allons vers une période révolutionnaire et cela, pas seulement en Espagne, mais dans le monde entier.

Face à cette situation, quels seront les axes principaux de la lutte ? Nous avons dit que la bourgeoisie espagnole essaiera en premier lieu d'utiliser principalement la répression. Ceci ne veut pas dire qu'elle n'utilisera que la répression, mais qu'elle jouera toutes les cartes à la fois. Elle tentera en premier lieu de dénaturer la conquête la plus puissante que la classe ouvrière ait obtenu dans ses dernières luttes : les assemblées ouvrières. Elle essaiera de les transformer en simples organes d'élection de nouveaux représentants à l'intérieur de l'organisation syndicale. Elle tentera de les vider de tout contenu révolutionnaire en les limitant au terrain syndical comme le font les grandes centrales syndicales en France, en Angleterre ou en Italie, où les syndicats sont les collaborateurs les plus efficaces de la bourgeoisie pour le maintient du système capitaliste. Aujourd'hui déjà, face à une situation pratiquement de grève généralisée, nous pouvons voir comment les organisations politiques qui se disent de la classe ouvrière et se définissent comme communistes, voient dans les assemblées d'usine un terrain idéal pour élire les futurs représentants syndicaux pour les prochaines éléctions d'avril, pour remplir tous les postes de la CNS.

En un second temps la bourgeoisie essaiera de dévier la lutte de la classe ouvrière sur la voie des fausses réformes, grace à ses organisations implantées au sein de la classe ouvrière. Elle essaiera fondamentalement de jouer , lorsqu'elle ne sera plus capable de contrôler la situation, la carte de la JUNTE DEMOCRATIQUE, telle qu'aujourd'hui la préconise le PCE.

Elle présentera la situation de sorte qu'on croit que la crise pourrait trouver une solution dans une MEILLEURE GESTION de l'économie. C'est ainsi qu'on voit au Portugal les partis socialiste et communiste assumer la tâche de "résoudre" la crise en appelant le prolétariat à se serrer la ceinture, à travailler les jours de fête sans toucher de paye, à renoncer aux revendications "excessives", etc...Tout pour sauver l'"économie nationale".

(suit en pg. 12)

FRANCE: QUI GERERA LA CRISE ?

la gauche revendique le pouvoir

Les économistes, les politiciens, les industriels, les syndicats, les partis sont tous bien d'accord : c'est la crise et 1975 sera la première année de"croissance zéro" pour la France. Jusqu'à présent, ce fléau, qu'on plaçait entre l'avalanche du plateau d'Assis et le raz de marée de San Francisco, n'arrivait qu'aux"autres", à comprendre par exemple,l'Angleterre, l'Italie ... et les USA. Mais, le capital ne connaît pas les frontières et sa crise le suit comme son ombre ... Alors, près du cadavre agonisant, les gérants présents ou à venir semblent prêts à se dévorer pour sauver, qui un pays, qui une île, qui une petite usine à la campagne au bord de la faillite.

Les divisions s'inscrivent dans le cadre de l'aggravation brusque de la crise, à l'échelle nationale : division entre les partis proches du gouvernement UDR/UJP/éléments attirés par la gauche, division entre les partis signataires du "Programme Commun de Gouvernement" PC/PS/Radicaux de Gauche, division entre les syndicats CFDT-CGT/CFTC-FO ou aussi CFDT/CGT ... C'est le "Que Faire ?" d'une bourgeoisie qui ne trouve pas d'autre solution que de donner à la crise l'épithète de conjoncturelle, ou de structurelle. Et, dans cette hypothèse, qu'elle ne cherche ni à confirmer, ni à infirmer, la solution est simple, le trajet tout tracé : d'autres conjonctures, d'autres structures, d'autres gérants, d'autres recettes, mais, toujours les mêmes exploités ...

LE "MONDIALISME" DE LA BOURGEOISIE

Le vieux "gaullisme", celui qui prétendait restaurer la grandeur de la France et son indépendance spécifique vis-à-vis de toutes les autres puissances est mort en même temps que les chances d'"expansion" du capital français. Seul subsiste unpays en crise dans un monde en crise et la politique du pouvoir se trouve en même temps définie : recherche de marchés, rapprochement de l'OTAN ; la surproduction mondiale aggrave tellement les problèmes de concurrence commerciale que la protection militaire des concurrents est devenue une force de dissuasion nécessaire.

Finie l'époque du renvoi intempestif des troupes de l'OTAN, celle de l'entre-deux blocs: "lapolitique étrangère de la France ... sera une politique mondialiste et de conciliation... C'est pourquoi on peut dire : vous êtes l'ami de tout le monde", (Giscard d'Estaing, conférence de presse du 22 décembre 1974). Les fractions de l'UDR qui n'avaient pas compris le changement de cap, qui ont voulu continuer la politique "isolationniste", se sont vues écartées du pouvoir et Chirac a remplacé Sanguinetti, en reprenant à son compte la politique de conciliation : "Les peuples de l'Europe ne peuvent plus affirmer leur indépendance les uns par rapport aux autres, mais à l'inverse, les uns avec les autres. L'indépendance, comme la liberté, ne se divise pas"(Le Monde du 11/12/74). Le "mini coup d'état"de Chirac marque la fin des velléités d'indépendance nationale devant la généralisation de la crise à l'échelle internationale.

La croissance, de l'ordre de 5,4 % en 73, de 4,3 % en 74, va tomber à 0,5 % pour 75, d'après les prévisions. Tous les secteurs sont touchés et spécialement l'automobile, le textile, le bâtiment : quand la bourgeoisie présente les stocks comme une donnée malgré tout rassurante, ce n'est que pour mieux masquer un problème dont elle connaît l'importance : à quoi servent les stocks, si aucun pays capitaliste ne peut les acheter ? D'autant plus que ces stocks subsistent, alors que l'appareil de production est loin de fonctionner à plein rendement ; l'importance du chômage technique en est l'expression la plus flagrante. Selon les données patronales, 250 000 salariés ont été touchés par les réductions d'horaires, 250 000 par les fermetures d'usines entre Noël et le jour de l'An ; 20 000 licenciements seraient envisagés, tandis que le chômage progresse à une vitesse vertigineuse : il va passer de 2,5 % de la population active en oct. 74 à 3,5 % en 75, d'après les prévisions les plus optimistes. Déjà, d'octobre 73 à octobre 74, le nombre de chômeurs est passé de 451 900 à 630 000, soit une augmentation de 13,4 %.

Et les grands représentants de la"volonté nationale"se transforment en commis-voyageurs, en bons téchnocrates de la crise du Capital. Novembre : Chirac en Irak ; décembre : Chirac en Iran, Sauvagnargues en Egypte, Poniatowski en Algérie ... et le calendrier pour 75 est des plus chargé, semble-t-il. Les pays visités font le plus souvent partie de l'OPEP ou de la ligue Arabe, nouveaux riches par le biais de la "crise du pétrole", ces pays s'apprêtent à investir leur capital fraîchement acquis, c'est-à-dire à le redistribuer entre les pays qui l'ont constitué : les investissements envisagés ne sont que l'apparence extérieure de cette redistribution. La célèbre valise de Chirac, dont l'atout essentiel semble être la participation de l'Iran à la société Eurodif et le prêt de un milliard de dollars, est l'illustration de la politique "désintéressée d'union entre les peuples".

Toute une entreprise "diplomatique" accompagne ces opérations de recherche de marchés : ainsi, le gouvernement vise à se ménager les producteurs de pétrole (pays de l'OPEP) tout en restant dans le camp des consommateurs (refus de la France d'adhérer à l'"Agence pour l'Energie", mais rapprochement évident de l'OTAN affirmé par le"sommet" de la Martinique). La France se donne ainsi malgré

tout des allures d'atlantisme "critique" et de reconnaissance démocratique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ainsi, au Caire, devant la ligue Arabe, Sauvagnargues prenait position sur la question "palestinienne" : " La France est pour l'évacuation de tous les territoires arabes occupés en 1967, pour le droit à l'existence de la nation palestinienne et pour le droit de tous les Etats du Proche-Orient, y compris Israël, à vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues". Il n'oubliait pas pour autant de négocier la garantie que la France serait épargnée en cas d'embargo des pays pétroliers. A titre de preuve de démocratisme, le gouvernement français accordait presque en même temps, après avoir bien fait ses comptes, l'indépendance aux Comores, l'archipel sans doute le plus pauvre de tous les territoires d'Outre-Mer. Les technocrates au pouvoir restent avant tout des commerçants de la crise...

La bourgeoisie nationale s'était divisée sur l'évaluation de l'étendue de la crise : ou bien elle est nationale, donc limitée nationalement à certains pays, et alors il reste une solution dans le cadre de la politique nationale. Ou bien elle est internationale, frappe dans tous les secteurs, dans toutes les régions à la fois et alors il faut se faire "l'ami de tout le monde", tout en essayant de sauvegarder son capital national. C'est cette deuxième perspective que la réalité de la crise a imposée au gouvernement en même temps que la nécessité du changement de "l'équipe" au pouvoir. Le rôle de cette fraction de la bourgeoisie est clair : tenter, par tous les moyens, de "résoudre" ce qu'ils considèrent comme le problème de l'inflation, et autres aspects de la crise. Son rôle se situe au niveau de la crise du capital, dans ses effets internationaux.

Si la bourgeoisie en place entretient le mythe de l'union des peuples parce que sa position dans un système internationalement répandu l'y oblige, les fractions de rechange se tournent plutôt vers le rassemblement national. C'est qu'elles n'ont pas le rôle de résoudre, du moins directement, la crise du capital, mais d'abord et avant tout celui de la soumission à ce capital de tous les travailleurs en tant que citoyens. Partis de gauche comme syndicats se partagent la tâche devant un prolétariat prêt à lutter pour ses propres intérêts : il en faut pour mystifier le travailleur lymphatique, pour mystifier le travailleur passif ou indifférent, pour mystifier le travailleur combatif. Pourtant, PS et PCF semblent divisés au moment même où la bourgeoisie aura le plus besoin d'eux : encore faudrait-il que cette division soit réelle, fondée sur des clivages de classe sérieux. Or, qu'en est-il ? Face aux problèmes "nationaux", ils proposent des réformes identiques, mais..., ils proposent des structures identiques, mais...etc. C'est le problème perpétuel des recettes toujours plus originales à une même crise mais qui toutes restent sur le même terrain . celui du capital.

Un régime original ?

A la crise mondiale du capital, un autre régime, un régime original, à la taille de la France, et qui ne ressemblerait ni à l'URSS ni à l'Allemagne ni à la Suède.

Lorsque le PCF critique "une série de dirigeants des partis sociaux-démocrates, à l'instar de Willy Brandt et de Helmut Schmidt... qui appellent les travailleurs à consentir des sacrifices, ... et mènent une campagne de calomnies contre les PC, qu'ils présentent comme une menace pour la démocratie et les libertés," les "socialistes" s'en défendent et soutiennent, eux, que le PCF risquerait d'installer en France un système qui porterait atteinte aux libertés individuelles comme en URSS. Le PC, bien sûr, se défend de telles intentions et réaffirme plus que jamais son soutien au Programme commun, tout comme le PS.

En effet, pour le PCF, il est hors de question de reconnaître l'existence d'une crise mondiale. Tout récemment, au XXIe Congrès du PCF Marchais appuyait sa thèse de "crise des structures actuelles de l'économie" en France ou de "crise du capitalisme monopoliste d'Etat" par la prétendue situation dans les pays de l'Est : "C'est si vrai qu'actuellement les pays socialistes ne connaissent pas de crise. Chez eux,, il n'y a pas de chômage, pas de ralentissement de la croissance économique... Les prix sont en moyenne stables."

Le PC reproche au gouvernement en place sa politique "atlantiste" non pas au nom d'une politique du capital contre laquelle il faudrait lutter, mais au nom de l'indépendance nationale bradée. A propos du sommet de la Martinique, le même Marchais a déclaré : "Dans ces conditions, les patriotes de notre pays prendront mieux conscience encore de la signification de l'appel que le PCF leur a lancé et lance à nouveau pour qu'ils unissent leur efforts aux nôtres dans la lutte nécessaire pour la défense de l'indépendance et de l'intérêt de la France".

Pour le PCF, le problème est avant tout national : la polémique Duclos-Poniatowski n'a fait que rappeler à ceux qui l'avaient peut-être oubliée la participation du PC aux maquis de la seconde guerre mondiale; ils ont entretenu maints colloques sur la Libération de Paris, de Strasbourg ou de Marseille. Ce n'est pas là une question d'histoire, comme on en lit dans les livres scolaires : la défense de la "patrie" est un objectif primordial du PC, la fraction nationale du capital doit être avant tout soutenue contre toute fraction étrangère.

Les PC d'Europe, dans la réunion préparatoire à leur Congrès, ont élaboré une politique d'indépendance toute nouvelle, par rapport à l'URSS. Cette volonté d'indépendance en fera des interlocuteurs d'autant plus valables pour les gouvernements en place qui leur donneront les emplois de conseillers nationaux tout à fait compatibles avec leur "pseudo-programme". Ainsi, le délégué du PC hongrois, Kadar, déclarait-il à Budapest, "Notre mouvement n'a pas eu pendant une longue période de centre ou de parti dirigeant, ét cela n'est pas nécessaire...", et évoquait-il les PC comme des "partis indépendants avec leurs propres expériences, qui tracent le cadre de leur propre politique et qui définissent leurs propres objectifs", tout en reconnaissant que "les partis frères devraient se rencontrer".

Indépendance par rapport à l'URSS, mais aussi indépendance par rapport à la Social-Démocratie déjà au pouvoir. L'idée de sacrifices

à demander à la classe ouvrière sert d'alibi au P.C. pour se présenter comme plus prolétarien que le P.S.; par la même occasion, les gauchistes qui avaient obligemment prévenu le P.C. qu'il ne devait pas faire d'alliance avec les Social-Démocrates retrouvent dans cette réaction un P.C. qui "les comprend" et doivent penser que l'attitude d'opposition à sa majesté a quelquefois du bon et que toute possibilité de collaborer avec le grand parti frère n'est pas exclue. Pourtant, la question de sacrifices ne se pose pas dans ces termes à la classe ouvrière. La question à l'ordre du jour est d'abord celle de la révolution, celle de la dictature du prolétariat, comme l'avait déjà posée Lénine au II° Congrès de l'I.C., en 1920 : "...Quand nous eûmes institué la dictature, les ouvriers souffrirent davantage de la faim et leur niveau de vie tomba encore plus bas...La victoire des ouvriers est impossible sans sacrifices, sans une aggravation momentanée de leur situation".

Au delà de cette division apparente, l'union est parfaite, ou presque, au niveau de la collaboration de classe. Quittant le P.S.U., Chapuis a présenté cette idée d'organisation d'individualités en définissant le P.S. non plus comme un parti mais comme le "parti des socialistes". Réfutant l'idée de crise "catastrophique" du capital (le "catastrophisme" a toujours été le support de pratiques tantôt démobilisatrices, tantôt exaltées, empêchant de situer les véritables enjeux) les participants des "Assises du Socialisme", comme ceux du 21° Congrès du P.C.F. de Vitry, se trouvent d'accord sur la collaboration de classe la plus large, ils ne parlent pas de révolution ni de lutte de classe : "La France ne se divise pas en deux moitiés dont les interêts seraient diamétralement opposés. La ligne de partage décisive se situe entre, d'une part, l'immense masse des Français qui vivent de leur travail et servent le pays et, d'autre part, la caste étroite qui possède et domine l'économie et l'Etat. Tous ceux-là peuvent s'unir parce qu'ils ont aujourd'hui un interet essentiel commun : secouer le joug du grand capital, sortir la France de l'ornière, mieux vivre et travailler dans la sécurité et la liberté". (Extrait de la Déclaration de Marchais au Congrès du P.C.F. à Vitry).

Si Marchais concluait, à Vitry, à l'absence de lutte de classe devant l'interet national, la toute nouvelle Ligue Communiste Revolutionnaire revenait à la perpétuelle collaboration "critique". Si elle affirme, dans ses thèses politiques, que "le projet des P.C.-PS est un projet de collaboration de classes", c'est pour mieux "entreprendre des campagnes, engager des actions qui s'imposent et...proposer systématiquement l'unité d'action aux réformistes dans une perspective de Front Unique Ouvrier Anticapitaliste". Les subtilités de la tactique séparée des principes politiques permettent à la Ligue Communiste Révolutionnaire d'expliquer leur proposition d'action commune par "la nécessité pour les masses de faire l'expérience pratique du réformisme face au problème du pouvoir pour perdre leurs illusions démocratiques".

Ainsi, d'une part, se posant en éducateurs, les trotskystes ne se considèrent pas comme une fraction de la classe —ce en quoi ils ont raison—; d'autre part, bien piètre éducateur celui qui conseillerait à un enfant de plonger sa main dans les flammes pour lui faire comprendre qu'elles brulent. Avec leur reprise du mot d'ordre, tristement célèbre : "Aux masses !" ils s'intègrent dans la politique des partis de gauche comme leur fraction "critique" mais toujours présente contre le prolétariat.

LES SYNDICATS RABATTEURS DES PARTIS DE GAUCHE

C'est d'abord par le biais des syndicats que peut se faire la neutralisation de la classe ouvrière en tant que telle, neutralisation que suppose tout "rassemblement" du "travailleur-citoyen". P.C., comme P.S., comme P.S.U., comme Trotskystes, tous ont inscrit dans leur programme l'accélération de leur participation aux luttes sociales. Le radicalisme verbal des syndicats et des partis de gauche pendant les grèves, en même temps que le sabotage de ces mêmes luttes, n'ont d'autre but que de maintenir leur encadrement de la classe ouvrière et de renforcer leurs rangs pour les fameuses "victoires électorales". En fait, la classe ouvrière n'a jamais été aussi seule depuis qu'elle a autant de partis pour la défendre, pour l'éduquer ou pour la représenter.

La récente vague de grèves en Novembre-Décembre n'a fait que souligner cet isolement, et l'inquiétude des syndicats et des partis de gauche devant leur difficulté à l'encadrer. Ceux-ci résolvent, consciemment ou inconsciemment, cette inquiétude en se divisant selon le degré de combativité de la classe, se partageant ainsi le travail de mystification. Ces tatônnements ont été évident dans la grève houillères, que dans celle de l'ORTF et surtout celle des PTT.

Déclenchée par les syndicats à la suite du "pont" de la Toussaint, dans un but semble-t-il, de journée d'action "préventive" la grève des houillères fut suivie par 80% des mineurs de fond, 20% des mineurs de surface. Le Lundi 4 NOvembre devant l'incertitude de la combativité, les syndicats étaient partagés : C.G.T. et C.F.D.T. pour la poursuite de la grève, C.F.T.C. et F.O. pour la reprise. Ensuite jusqu'où pouvait aller la combativité des mineurs ? C.G.T. et C.F.D.T. se sont alors divisés en deux, la C.F.D.T. adoptant une position "dure" que les trois autres syndicats ont considéré comme "aventurisme irresponsable". Cette grève, comme beaucoup d'autres de ce type —menaces de faillites, donc de chômage— contenait à la fois des revendications salariales ("revalorisation de la profession minière"). Pour cela, on comprend mieux le louvoiement des syndicats : assurer le contrôle absolu sur la classe ouvrière et, en même temps, signifier au gouvernement en place que la gauche pouvait parfaitement participer à la gestion du capital en crise. Cette politique des syndicats et de la gauche est d'autant plus claire que ceux-ci n'ont appelé à la grève que les secteurs peu industrialisés et menacés par le chômage (Négravure, Houillères...) et les secteurs traditionnellement syndicalisés (S.N.C.F., E.D.F.-G.D.F.) mais sont restés muets autour des secteurs-clé comme Renault.

La grève des PTT, par contre, déclenchée sans préavis, poursuivie pendant six semaines alors même que chaque jour les responsables gouvernementaux ou syndicaux annonçaient la reprise, terminée sans mot d'ordre précis de reprise, a effrayé en meme temps la bourgeoisie officielle et les partis de gauche, les syndicats. La combativité de ce mouvement a été

Il ne serait plus "l'otage" ni de la droite ni des "communistes".

Quant au P.C., la solution qui lui conviendrait le plus serait celle d'un "gouvernement de gauche avec les signataires du"programme commun". Elle lui donnerait de droit la place qu'il estime devoir occuper dans la "communauté nationale". Malheureusement pour lui, ni la bourgeoisie, ni les autres partis, ne veulent d'une telle solution. Les chances pour qu'elle se réalise sont donc faibles.

En fait l'hypothèse la plus probable tourne autour d'une position prédominante du Parti Socialiste qui est le parti charnière en France, qui connaît actuellement un succès important, et pour lequelle la stature politique de Mitterand est un atout non négligeable. Roccard, homme intelligent s'il en est, a bien compris ce brillant avenir du P.S. et c'est pour cela qu'il s'est empressé de le rejoindre sans laisser le temps de dire ouf à ses anciens amis du P.S.U..

Il est probable également que la mise en place de l'indispensable relève se fera en douceur : tous les partis le veulent y compris le P.C. qui l'a bien dit au cours de la grève des PTT. Compte tenu de cela il est donc très possible que cette relève prenne la forme d'un gouvernement groupant des éléments de l'actuelle majorité, le P.S. en position dominante (Mitterand premier ministre par exemple) et avec un appui du P.C., soit au sein du gouvernement avec un poids assez faible, juste suffisant pour mystifier les ouvriers, soit à l'extérieur comme en 1936.

Le seul problème majeur resterait celui de la politique internationale que la bourgeoisie française ne peut empêcher d'évoluer vers un rapprochement avec les USA. Après le "coup de Chirac" à la tete de l'UDR qui a permis de mettre au pas les ronchons nostalgiques d'une indépendance nationale qui n'est plus de saison, il faudrait donc que le P.C.F. fasse une "révision déchirante" de sa politique extérieure afin de la rendre compatible avec les interêts du capital français. On a vu également dans l'article précédent, que de grandes manoeuvres se dessinent dans ce sens dans divers partis staliniens. En fait, on peut faire le pari que ses "responsabilités nationales" amèneront le P.C.F actuellement un des plus fidèles à Moscou, à emboiter le pas au P.C.Portugais qui s'accomode fort bien de l'OTAN et au P.C.Italien dont le "réalisme" est salué en ces termes par Aurelio Peccei, membre du Conseil de l'Administration de FIAT et président du Club de Rome :

> "D'un point de vue strictement européen, nos communistes sont sans doute meilleurs que nos chrétiens-démocrates...Je pense qu'en Italie, un homme comme Berlinguer peut beaucoup plus facilement que n'importe quel leader non socialiste fixer à l'Europe des objectifs suffisamment vastes, modernes et à long terme".(1)

Ainsi serait mis en place le dispositif avec lequel le capital pense enrayer le développement de la lutte de classe : aux travailleurs de déjouer ces plans.

C.G.

(1) Le Monde du 1°Aout 1974.

Salut à Rivoluzione Internazionale

Lorsque les flammes de Mai 1968 s'éteignirent en France, laissant au milieu des cendres le doute dans l'esprit du monde entier : s'agit-il d'un feu de paille ou du début d'une nouvelle flambée révolutionnaire mondiale, l'Automne chaud italien de 1969 vint confirmer qu'une nouvelle situation révolutionnaire était en train de germer.

Pays faible parmi les forts, le capital italien a été l'un des premiers à ressentir violemment les effets de la nouvelle crise économique qui commençait à ébranler la puissance du capital mondial. La classe ouvrière italienne fut une des première à ressentir en chair vive les attaques du capital aux abois. Elle fut aussi une des premières à faire savoir à la planète entière, que loin d'etre disparu sous le poids du soi-disant embourgeoisement de la société de consommation, la prolétariat mondial avait dépassé l'abattement de 50 ans de contre-révolution et qu'il n'était plus prêt à baisser encore l'échine sous les coups des difficultés de son maître, le capital.

"L'Automne chaud" de 1969 en Italie, en confirmant la perspective ouverte par 1968 en France, était l'annonce solennelle du retour du prolétariat, avec toute sa force sur la scène de l'histoire.

Depuis lors, les luttes du prolétariat italien ont été parmi les plus puissantes de la classe ouvrière mondiale. La profondeur de la crise politique permanente en Italie depuis 5 ans est à la mesure des difficultés que le combat ininterrompu des travailleurs italiens pose à la classe dominante autochtone.

Aujourd'hui, en tant qu'expression de la puissante montée des luttes prolétariennes, naît en Italie RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE, groupe de notre courant communiste international.

1974 a marqué pour le capitalisme une étape décisive dans son enfoncement dans la crise. Cette année a été aussi celle de la concrétisation réelle d'un courant révolutionnaire à l'échelle internationale avec la reprise d'INTERNACIONALISMO au Venezuela et la naissance de WORLD REVOLUTION en Grande-Bretagne, d'ACCION PROLETARIA en Espagne et enfin de RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE en Italie.

Rosa Luxembourg parlait de "l'école de l'expérience qui, tout comme la nature organique dont elle est en fin de compte une partie, a la belle habitude de produire en meme temps qu'un réel besoin social les moyens de sa satisfaction, en meme temps que la tache, sa solution".

La crise mondiale du capitalisme et la montée des luttes de la classe qu'elle provoque dans tous les pays, créent la tâche et le besoin de la construction du courant communiste international. Et comme les conditions historiques engendrent la nécessité et la possibilité de la réalisation de cette tâche, il reste aux militants d'en créer par leur conscience et leur volonté les conditions subjectives.

C'est parce que RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE a su s'élever à la hauteur de sa tâche historique que nous en saluons la naissance avec le plus grand enthousiasme révolutionnaire.

REVOLUTION INTERNATIONALE

redorer le blason de l'armée

Dans cette situation de crise générale où la société capitaliste s'enfonce chaque jour davantage, précipitant, du fait de sa banqueroute, des milliers et des milliers de travailleurs au chômage, à la charge des familles ouvrières, pour lesquelles l'insécurité du lendemain ne la cède en rien à la montée quotidienne des prix; comment donc dans cette situation de chaos mondial, s'étonner que dans le contingent où ils versent pendant un an l'impôt du sang à la mère patrie, la colère gronde. Qu'attend le jeune appelé à la fin de son service ? Il ne le sait que trop. Sur sa quille il y a écrit chômage.

Jusqu'à présent les seules manifestations de révolte ayant eu lieu dans l'armée étaient des manifestations individuelles : insoumission, antimilitarisme non-violent, etc., n'exprimant en cela que la décadence de l'idéologie bourgeoise.

Les récentes révoltes de Draguignan et de Karlsruhe pourraient exprimer, dans le cadre de la reprise prolétarienne, un signe positif. Mais dans le cadre de l'armée, cette révolte ne peut être orientée que dans le sens d'une aspiration à "UNE ARMEE VIVANTE, ATTACHEE AU SERVICE DE LA DEFENSE DE LA NATION, EN UNION AVEC LE PEUPLE ET LES TRAVAILLEURS" (C F.D.T.), dont la bourgeoisie a tant besoin pour assurer la cohésion de la "nation" dans la défense du capitalisme dans cette période de déconfiture économique.

Les grèves ouvrières mettent et mettront effectivement en danger l'"économie nationale". Le contingent actuel n'est pas prêt à en assurer la répression. Il faut à la bourgeoisie une campagne idéologique pour en faire un instrument fiable et efficace. Il faut que les soldats soient convaincus qu'ils sont investis d'une responsabilité "nationale" et surtout "populaire et démocratique" pour qu'ils puissent réprimer ceux qui, comme au Chili et au Portugal seront devenus, dans la bouche de la gauche au pouvoir, des "saboteurs de l'économie nationale".

L'attitude de la gauche et des gauchistes face au mouvement qui s'est développé dans le contingent n'est pas étonnante. C'est encore là que le capital a trouvé ses meilleurs défenseurs. Pendant que la marionnette Massu était mise sur le devant de la scène, avec un langage trop ridicule pour convaincre qui que ce soit, la gauche menait grand tapage sur la "démocratisation des armées", "les droits du citoyen-soldat", et surtout "POUR l'ORGANISATION AU PLUS VITE DE SYNDICATS AU SEIN DE L'INSTITUTION MILITAIRE"(E.Maire,Le Monde,15/1/75). En effet, là où le prolétariat menace l'ordre capitaliste il s'agit pour la bourgeoisie d'étouffer au plus vite la révolte dans un cadre approprié. La gauche demande aux appelés de ne pas aller trop loin car cela "ferait le jeu de la bourgeoisie" qui pourrait en profiter pour instituer une armée de métier: le militariat contre le mercénariat, la gauche essaye de convaincre les autres fractions du capital qu'avec "un cadre démocratique" et des syndicats, elle serait en mesure de contenir le prolétariat aussi bien dans les usines que dans les rangs.

La bouffonerie gauchiste donne, elle, au barouf démocratique le ton "radical" qui lui manquait pour assurer une plus large mystification et malgré sa phraséologie révolutionnaire, elle s'évertue à enfermer le mouvement dans un cadre catégoriel, en mettant en avant "L'APPEL DES CENTS", où il ne peut qu'étouffer. La révolution ne partira pas des casernes mais des usines. Faire de la révolte des casernes un problème de caserne, un problème de l'armée, c'est la condamner à l'impuissance. Le seul avenir prolétarien de cette révolte, c'est sa dissolution dans le seul cadre où elle peut se concrétiser en un mouvement contre le capital : le mouvement général de la lutte prolétarienne. Sinon, elle ne peut aboutir qu'à un mouvement pour la réforme de l'armée au sein du capital.

Qu'ils soient au service militaire, dans les usines ou au bureau, les prolétaires doivent comprendre qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, que les syndicats, les programmes démocratiques ne sont là que pour, dans un premier temps, écraser dans l'oeuf la révolte prolétarienne, préparant ainsi le terrain pour, dans un deuxième temps, projeter le prolétariat international dans une troisième boucherie mondiale.

La révolte des travailleurs en uniforme, appelés pour un temps sous les drapeaux, acquièra ainsi une signification particulière si l'on sait que la seule solution capitaliste à la crise, la seule que permettent les rapports marchands ne peut être, à plus ou moins long terme que la GUERRE. Depuis l'apparition des tous premiers symptomes de la crise, le prolétariat a montré par ses luttes qu'il n'était pas du tout décidé à supporter les sacrifices que voudrait lui imposer la bourgeoisie pour faire face à la concurrence mondiale et à plus forte raison une troisième guerre; et l'histoire depuis la reprise prolétarienne est l'histoire des deux perspectives qui s'affrontent : la perspective révolutionnaire qui se dégage à travers les luttes ouvrières, et la perspective capitaliste, la guerre.

M. Prénat

Face à la crise, les postiers engagent la lutte... les syndicats l'enterrent

La grève des postiers est terminée. Elle a duré six semaines. Elle a entraîné dans la lutte plusieurs centaines de milliers de travailleurs. C'est la grève la plus dure qu'il y ait jamais eu dans les PTT. C'est la lutte la plus importante menée par la classe ouvrière en France depuis 1968. Malgré cela les postiers sont rentrés bredouilles. Ils n'ont rien obtenu sur leurs revendications essentielles : salaires et effectifs.

- Après avoir été"surprises" par le déclenchement spontané de la lutte,
- Après avoir "pris le train en marche",
- Après avoir lancé dans d'autres secteurs toute une série de grèves "tournantes", par régions, de 24 heures, 6 heures ou 2 heures,
- Après avoir organisé des cortèges Bastille - République, République-Bastille, Bastille-Gare de l'Est sur le mot d'ordre "NEGOCIATION" auquel répondait le slogan des travailleurs : "Ce n'est qu'un début, continuons le combat",
- Après donc toute une série d'"initiatives" dans tous les sens qui ont donné le tournis aux travailleurs, les grandes centrales syndicales ont dit :

"Camarades, c'est perdu; le pouvoir ne veut rien entendre; il a mis en place une poste parallèle contre laquelle nous ne pouvons rien; le rapport de forces n'est plus en notre faveur; il faut poursuivre l'action sous d'autres formes. Il faut rentrer."

Et c'est souvent à une faible majorité que, bureau après bureau, centre après centre, les travailleurs ont voté la reprise et sont rentrés la rage au ventre.

Devant ce qu'il faut appeler un échec, les travailleurs, postiers ou non, s'interrogent :

- Pourquoi cet échec ?
- Pourquoi les syndicats n'ont-ils rien fait pour empêcher le gouvernement de casser la grève, soit en organisant dès le début la solidarité matérielle, soit en s'opposant à la mise en place d'une poste parallèle et en traitant de provocateurs ceux qui tentaient de le faire par la force ?
- Pourquoi ont-ils dès le début étourdi les travailleurs par leurs appels et leurs supplications au pouvoir pour des négociations, des compromis, au lieu de galvaniser leur combativité ?

Pour justifier son intransigeance, le gouvernement nous a dit : "C'est la crise, elle n'est pas de notre faute, mais il faut faire des sacrifices et on pourra la surmonter."

La GAUCHE et les SYNDICATS répondent : "La crise c'est la faute du gouvernement qui fait le jeu des monopoles et des multinationales. Si nous étions au gouvernement, il n'y aurait pas de crise."

En fait, les uns et les autres racontent des mensonges aux travailleurs.

C'est vrai que ce n'est pas le gouvernement français qui porte la responsabilité de la crise. La crise actuelle est MONDIALE. Elle touche tous les pays quel que soit leur régime : démocratique ou autoritaire, de droite ou de gauche. Mais le gouvernement ment quand il dit que "si tout le monde fait un effort ça ira mieux". IL N'Y A PAS DE SOLUTION A LA CRISE SUR LE TERRAIN DU CAPITALISME. Quels que soient les sacrifices des travailleurs dans tous les pays, la situation ne peut aller qu en s'aggravant. Comme en 1929, la seule perspective est: BANQUEROUTE TOTALE DU SYSTEME, CHOMAGE ET MISERE CROISSANTE POUR LES TRAVAILLEURS. Et au bout du compte, s'ils ne réagissent pas: GUERRE MONDIALE

La gauche et les syndicats MENTENT quand ils disent "qu'avec eux au pouvoir", ça irait mieux. Les partis socialiste et communiste au Portugal sont impuissants devant l'effondrement de l'économie, le chômage, l'inflation galopante. En Europe de l'Est, ce sont les partis communistes qui sont malgré leurs fanfaronades, incapables d'épargner aux travailleurs les restrictions, la pénurie, le marché noir et les hausses brutales de prix comme celles de décembre 70 en Pologne.

Les travailleurs doivent regarder cette réalité en face : AUCUN GOUVERNEMENT NE PEUT FAIRE QUOI QUE CE SOIT POUR ARRETER LA CRISE Par contre, ce que TOUS LES GOUVERNEMENTS feront de plus en plus, c'est de S'ATTAQUER AU NIVEAU DE VIE DES SALARIES.

Pour que chaque nation puisse écouler ses marchandises, dans un marché mondial sursaturé, elle devra les vendre au moindre prix et par conséquent baisser les salaires réels des ouvriers qui les fabriquent, tout en augmentant leur productivité. De plus en plus, le seul slogan des gouvernements, DE DROITE COMME DE GAUCHE, sera :

"RETROUSSEZ VOS MANCHES ET SERREZ LA CEINTURE!"

Pour faire avaler cette pilule amère aux travailleurs, les vieilles équipes de droite seront de moins en moins efficaces; elles sont trop déconsidérées à leurs yeux. C'est pourquoi chaque capital national se tourne vers les équipes de rechange, vers les partis de gauche qui se font passer pour les défenseurs des travailleurs. Ce sont les travaillistes qui ont réussi à faire rentrer les mineurs anglais en grève au début 74 C'est le PC et le PS portugais qui avec l'aide de l'armée ont saboté la grève des postiers, des ouvriers de la compagnie aérienne TAP et bien d'autres par la menace, le mensonge, les fausses promesses. Ce sont eux qui ont réussi là où Salazar et Spinola avaient échoué : faire travailler les ouvriers gratuitement le dimanche.

C'est Georges Marchais qui déclarait en janvier 73 : "Les ouvriers travailleraient d'avantage, s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance."

Dans cette politique de gauche du capital, les syndicats jouent un rôle fondamental. Ce sont eux qui sont chargés à la fois de la cautionner auprès des ouvriers et de faire la police dans les usines Rappelons-nous qu'au congrès de 1946, la CGT "appelait les travailleurs à soutenir un effort de travail nécessaire pour atteindre la production maximum". Demain, si les partis de gauche rentrent

comme à cette époque au gouvernement, Les SYNDICATS TIENDRONT DE NOUVEAU LE MEME LANGAGE

Mais, pour que demain les syndicats puissent jouer leur rôle de garde-chiourme de la classe ouvrière, il faut que dès aujourd'hui ils aient réussi à casser ou émousser sa combativité ET C'EST LE SENS DU ROLE DES SYNDICATS DANS LA GREVE DES PTT Quel que soit le dévouement, la bonne volonté et la sincérité de leurs militants de base, les syndicats après avoir dans un premier temps étendu la grève afin de la contrôler ont, comme en 68, tout fait pour épuiser la combativité des travailleurs.

Ils les ont isolés dans leurs bureaux et leurs centres, recommençant chaque matin le même discours routinier.

Ils les ont empêché de s'affronter aux flics quand ceux-ci sont venus attaquer les centres de tri.

Ils les ont baladés, bercés d'illusions et surtout ils ont tout orienté sur les négociations qui sont justement l'opposé de la lutte, qui sont l'affaire de spécialistes et non de travailleurs.

Ils les ont démoralisés par leurs divisions et leurs polémiques constantes.

Et quand les travailleurs ont été fatigués de six semaines de luttes sans perspectives, ils les ont fait rentrer

Cependant, même s'ils n'ont pu avoir satisfaction, LES POSTIERS ONT MONTRE LA VOIE AUX AUTRES TRAVAILLEURS : CELLE DE LA LUTTE.

Leur échec ne doit pas démoraliser l'ensemble de la classe ouvrière comme l'espèrent ouvertement le gouvernement et secrètement les syndicats. Il doit au contraire servir de leçon :

- Face à la crise, lutte intransigeante
- Contre la division et les manoeuvres syndicales: AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS en assemblées générales souveraines, en comités de grève élus et révocables CONTRE LES SYNDICATS
- Contre l'isolement : EXTENSION ET GENERALISATION DES LUTTES, non seulement nationalement mais internationalement

IL N'Y A PLUS DE SOLUTION AU SEIN DU CAPITALISME.LA SEULE SOLUTION REALISTE C'EST DE LE DETRUIRE.

Dans ces luttes, la véritable victoire des travailleurs C'EST LA LUTTE ELLE-MEME, L'EXPERIENCE ET LA CONSCIENCE QU'ELLE LEUR DONNE POUR PREPARER LA LUTTE DECISIVE QUI DANS TOUS LES PAYS, A L'EST COMME A L'OUEST, DETRUIRA L'ETAT BOURGEOIS, LES NATIONS, LE CAPITAL ET L'EXPLOITATION.

REVOLUTION
INTERNATIONALE

(Tract distribué en décembre 1974)

(suite du tract d'ACCION PROLETARIA sur la situation espagnole. -- vient de la pg. 4)

Face à ces manoeuvres nous affirmons clairement qu'il n'existe aucune solution à la crise économique actuelle AU SEIN DU SYSTEME CAPITALISTE. Bien au contraire, la seule solution c'est sa destruction. Et en premier lieu la destruction de l'institution qui garantit son existence : l'ETAT.

Toute soumission aux fronts"républicains" ou "démocratiques", toute illusion sur des "juntes démocratiques" signifie l'abandon du terrain des intérêts propres du prolétariat au bénéfice de la bourgeoisie. Un tel abandon permettrait à la bourgeoisie, incapable d'empêcher en quoi que ce soit la détérioration croissante des conditions de vie de la classe ouvrière, de préparer la seule issue qu'elle soit capable d'offrir à la crise : LA GUERRE IMPERIALISTE.

La lutte actuelle de la classe ouvrière commence à mettre en évidence ce problème : d'un côté l'extension et la généralisation des luttes conduit à une paralysie du système et, de l'autre, les assemblées et la nécessité de les poursuivre dans une situation de lutte généralisée aussi bien dans les usines que dans la rue, conduisent la classe à un affrontement direct avec l'Etat bourgeois.

L'affrontement avec l'Etat ne peut avoir qu'un seul but pour le prolétariat : la destruction de cet appareil.

Tel est le contenu que nous devons déceler dans les assemblées ouvrières : une tentative pour construire l'organisation unitaire de la classe ouvrière, LES CONSEILS OUVRIERS, mais en même temps il nous faut laisser bien claire l'idée qu'il ne peut exister une organisation prolétarienne authentique qui n'ait pour objet immédiat la destruction de l'Etat et la prise du pouvoir par la classe.

Nous devons efin souligner le fait que la lutte qui se développe aujourd'hui en Espagne constitue en fait un MOMENT de la lutte du prolétariat mondial. Le capitalisme est un système mondial et ne peut être détruit que par la classe ouvrière mondiale. Mais la classe ouvrière espagnole a en ce moment, une responsabilité énorme vis à vis du prolétariat mondial car en Espagne les problèmes de la destruction du système capitaliste et de la révolution prolétarienne commencent déjà à se poser dans la pratique quotidienne.

CAMARADES :

La classe ouvrière doit combattre toutes ses mystifications en écrivant sur son drapeau :

-DESTRUCTION DE L'ETAT BOURGEOIS !
-DICTATURE DU PROLETARIAT !
-ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE !

ACCION PROLETARIA.

LUTTE DE CLASSE AU MOYEN ORIENT

"Sadate, héros de la traversée du Nil,
où est notre petit déjeuner ?"
(Slogan des ouvriers égyptiens)

En Egypte, des milliers d'ouvriers ont manifesté dans la rue contre la baisse de leur niveau de vie imposé par la situation particulière de l'Egypte au sein de la crise générale du capital mondial : l'inflation galopante, le manque de transports, la corruption gouvernemantale et particulièrement les nouvelles propositions de lois que les ouvriers considèrent comme dirigées contre eux.

Les "troubles" sociaux ont commencé avec le mécontentement de l'énorme centre industriel d'Hélouan, à 20 miles au sud du Caire. Les ouvriers ont élu une délégation de 100 d'entre eux pour essayer d'aller à l'Assemblée nationale négocier avec le gouvernement. Mais les "CRS" égyptiens envoyés par le ministère de l'Intérieur ont barré la route à la délégation. Ceci a entraîné des manifestations spontanées encore plus étendues de la part des ouvriers du Caire. Criant des slogans anti-gouvernementaux, les ouvriers ont brisé les vitres des boutiques dans les quartiers riches et se sont violemment heurtés à la police. Le mécontentement a vite gagné d'autres parties de la ville. Des gens de la banlieue du Caire se sont joints aux ouvriers, bien que certains en aient été empêchés par l'arrêt des transports.

Il est important de remarquer que les slogans exprimaient les revendications matérielles immédiates des ouvriers et ne parlaient guère de la question de la guerre arabo-israélienne.

La dernière fois que les ouvriers de Hélouan se sont heurtés avec les forces répressives de l'Etat pendant les grèves sauvages importantes de 1972, la répression féroce de l'Etat a été suivie d'une dilution de la lutte ouvrière dans un mouvement "populaire" composé d'étudiants gauchistes pour la plupart. Ceci a en grande partie réussi à dévier la lutte vers des buts nationalistes. Les revendications telles la libération des ouvriers emprisonnés ont alors été mélangées avec les déclarations de soutien au mouvement des guérillas palestiniennes et avec des appels pour une "milice populaire" pour protéger la "patrie" contre l'impérialisme sioniste, puisqu'il leur semblait que le gouvernement n'assumait pas suffisamment les tâches de la "guerre sainte".

Cette fois-ci, bien que les étudiants gauchistes aient sauté sur l'occasion, le caractère fondamentalement ouvrier de ce mouvement reflète les changements survenus en Egypte depuis 2 ou 3 ans. Aujourd'hui avec l'approfondissement de la crise, les sacrifices imposés par les Etats engagés dans des confrontations impérialistes sont ressentis d'une façon particulièrement aiguë par la classe ouvrière. Le besoin de maintenir un appareil militaire dans un état d'alerte permanente a pour conséquence des taux d'inflation encore plus élevés qu'ailleurs (Portugal, Moyen-Orient, etc.). S'ils veulent être concurrentiels sur le marché mondial, ces capitaux nationaux n'ont pas le choix : ils doivent mettre en place une attaque immédiate contre le niveau de vie des ouvriers à travers les impôts, la hausse des prix, les heures supplémentaires, etc.

En Israël, en novembre 1974, le gouvernement a annoncé une dévaluation de 43% de la Livre israélienne, ce qui a eu pour conséquence de faire monter les prix des biens de première nécessité de 17%. Ceci a entraîné des bagarres violentes entre les ouvriers de Jerusalem et la police: dans le quartier de Hatikva, les manifestants ont barricadé les rues et pillé les supermarchés. Il y avait également des grèves sauvages dans le port d'Ashdod et ailleurs, et les grévistes ont parfois attaqué les représentants de la centrale syndicale Histadrouth, lesquels se sont fait bien entendu les défenseurs des sacrifices nécessaires à Israël pour se "défendre contre l'agression arabe".

Le surgissement de ce mouvement ouvrier, aussi bien en Israël qu'en Egypte est particulièrement significatif au moment où une nouvelle guerre du Moyen-Orient semble pour certains être à l'ordre du jour. Tandis que les classes dominantes de ces pays font appel à l'"intérêt national" et au chauvinisme racial en vue d'étouffer les luttes ouvrières, le conflit diamétralement opposé aux soi-disant "intérêts nationaux", la lutte pour les intérêts de classe des ouvriers face à la crise, devient de plus en plus ouvert. Plus les épisodes de la guerre se font incertains quant aux résultats militaires, et coûteux du point de vue humain et économique, plus les gouvernements respectifs ont du mal à entraîner les ouvriers dans la guerre. Le chemin de l'unification des luttes arabes et israéliennes contre leurs communs exploiteurs commence à s'ouvrir, lequel opposera aux slogans bourgeois de la "défense nationale" et de la "libération nationale" le mot d'ordre révolutionnaire "transformer la guerre impérialiste en guerre civile".

Mais, la voie vers cette unification est longue et extrêmement difficile. Le capital a encore des cartes à jouer dans les pays arabes : l'hostilité au gouvernement est souvent déviée par les gauchistes dont l'intervention dans les grèves de 1974 a clairement servi à détourner la combativité des ouvriers vers le soutien "populaire" à l'impérialisme égyptien. En Israël, la combativité des ouvriers est encore souvent étranglée par l'idéologie sioniste Surtout dans les fractions "orientales" du prolétariat juif, la démagogie raciste et populiste de l'extrême droite des sionistes a canalisé le mécontentement de ces ouvriers vers le chauvinisme anti-arabe.

Mais les ouvriers israéliens et égyptiens ne sont pas seuls. En fait, les problèmes qui se posent à eux aujourd'hui annoncent les problèmes qui se poseront au prolétariat du monde entier : des mesures d'austérité sévères dictées par les efforts de chaque capital national pour maintenir sa compétitivité, la tentative de mobiliser les ouvriers dans les guerres impérialistes généralisées. Mais avec avec un prolétariat mondial qui entre dans cette période de crise sans être brisé par la défaite et de plus en plus conscient de sa force, la perspective est celle de la révolution prolé-

tarienne internationale. Tant que la classe ne sera pas défaite à l'échelle internationale, une nouvelle guerre impérialiste ne peut pas être lancée. En effet, le destin des ouvriers du Moyen-Orient est indissolublement lié à l'avenir des ouvriers du monde entier. Aussi bien la fin du cycle vicieux des guerres localisées au Moyen-Orient que le recul du danger de la guerre généralisée provoquée par les antagonismes impérialistes au Moyen-Orient (ou ailleurs) ne peuvent être réalisés que par l'unification révolutionnaire du prolétariat mondial et la destruction de la bourgeoisie internationalement.

C.D. Ward

LA VAGUE DE GREVES EN ECOSSE

Ce rapport fait suite à une analyse de la crise et de la lutte de classe en Angleterre commencée dans les numéros 2 et 3 de WORLD REVOLUTION. Dans ces articles, nous analysions l'approfondissement de la crise du capital britannique sous forme d'inflation galopante, de faillites et de perte de sa compétitivité sur le marché mondial. Face à cette situation, la bourgeoisie a eu recours à de nombreux stratagèmes pour tenter d'enrayer l'effondrement de l'économie : deux élections générales dans l'année, la semaine de trois jours, le nationalisme et le contrat social qui scelle l'accord entre le parti travailliste et les syndicats pour empêcher les grèves. Jusqu'à une date récente, la classe ouvrière anglaise est restée calme face à ce barrage de mystifications ; la grande vague de combativité de 1972 fut suivie d'un certain creux en 1973 et au début de 1974. Mais comme nous l'écrivions dans WR n°2, de récentes grèves témoignent du retour d'une nouvelle vague de luttes dans l'industrie. Dans l'industrie métallurgique, dans les raffineries, chez les dockers -et plus récemment dans l'industrie automobile-, il y a eu d'importantes grèves sauvages : dans les grèves des usines Ford, Halewood et Dagenham, les ouvriers ont ouvertement manifesté leur opposition au "contrat social". La vague de grèves qui a suivi en Ecosse a été un signe encore plus marquant de la reprise de la lutte de classe en Grande-Bretagne.

LES GREVES ET LA REACTION DE LA BOURGEOISIE

L'octobre dernier en Ecosse a été marqué par une vague de grèves ouvrières dans les secteurs clés de l'industrie, vague qui atteignit un degré sans précédent depuis la première guerre mondiale. Le centre des grèves était dans la partie ouest de l'Ecosse centrale, particulièrement à Glasgow, qui était pratiquement dans une situation de grève générale : grèves dans le textile, grèves des éboueurs, des conducteurs de métro et d'autobus, des enseignants, et des ouvriers de Hoover et de Rolls Royce qui plongèrent la ville dans un état de quasi-léthargie. Parallèlement, la grève des camionneurs atteignit profondément l'ensemble de l'économie écossaise. Au total, 35.000 ouvriers étaient alors en grève; 100.000 ont été mis en chômage technique alors.

Toutes les grèves étaient sauvages. Leur intensité croissante fit qu'on envoya d'urgence le chef de la TGWU Jack Jones pour essayer d'obtenir le retour des ouvriers au travail, au nom de la fidélité au "contrat social", tandis que nombre de dirigeants locaux moins importants exprimaient une violente opposition aux grèves et s'en prenaient aux comités de grève. Qu'une telle grève survienne si tôt après une victoire électorale des travaillistes atteignait très profondément le parti travailliste comme les syndicats, le rôle spécifique du parti travailliste étant de contenir la lutte de classe avec l'aide des syndicats pour maintenir la paix sociale. Les fractions de droite de la bourgeoisie, tels les tories et la CBI (Confederation of British industry) n'ont pas hésité à se servir des grèves comme arme contre le parti travailliste, affirmant que celui-ci ne pouvait qu'encourager l'"extrémisme" dans les syndicats et était incapable de faire respecter le "contrat social". Il était évidemment primordial pour le gouvernement travailliste de montrer sa capacité à le faire , de montrer qu'il était réellement le parti de l'unité nationale.Le ministre de l'Education Reg Prentice accusa les grévistes de "trahir" les accords conclus pour contenir les augmentations de salaires. Le ministère du travail aussi bien que les syndicats se sont opposés à l'augmentation de salaires concédée aux ouvriers de Rolls Royce. D'autres ont mis en garde contre l'accroissement de l'inflation qu'allaient provoquer de telles grèves. Une autre tactique était de reprocher aux nationalistes écossais d'encourager les grèves par leurs discours continuels sur la séparation de l'économie écossaise d'avec l'économie anglaise, en mettant en avant la perspective d'un boom sans précédent quand l'Ecosse aurait obtenu le contrôle du pétrole exploité sur la côte Nord. Ce facteur a apporté quelques légères améliorations temporaires à l'économie écossaise. Mais les grévistes ne se sont pas préoccupés de cette idée nationaliste de la séparation d'avec l'économie anglaise ni de l'idée de s'approprier les profits réalisés par le pétrole. Ce qu'ils demandaient, c'était plus d'argent - et tout de suite -; partout les grévistes avançaient les mêmes revendications ou presque : augmentation de salaires de £ 10 à 15 par semaine. De telles revendications font partie de la tentative de la classe ouvrière dans son ensemble pour défendre son niveau de vie contre les effets de la crise. Cette grève n'était pas un phénomène "écossais", mais un moment du développement de la lutte de classe à l'échelle internationale. Quant au Parti nationaliste écossais il appelait hystériquement l'envoi de l'armée pour

briser les grèves, ce qui est une preuve suffisante de la nature de classe de ces grèves et de la nature capitaliste du Parti nationaliste écossais SNP. (1)

Ces diverses fractions de la bourgeoisie - syndicats, parti travailliste, tories, SNP - se sont rendu compte, encore plus vite que les ouvriers peut-être, de l'importance politique de ces grèves. Ces grèves sont en fait un défi au contrat social et la preuve que la classe ouvrière résiste aux tentatives de la part des capitalistes de lui faire payer la crise. Elles montrent à quel point les bureaucrates des syndicats officiels sont incapables de contenir le mouvement de la classe, et malgré leurs insuffisances ces grèves contiennent les germes d'une authentique autonomie dans les luttes ouvrières.

Et c'est ce mouvement autonome de la classe ouvrière, autonome vis-à-vis des syndicats, des shop stewards, des partis bourgeois de droite ou de gauche dans la défense de ses intérêts de classe qui est le cauchemar de la bourgeoisie aujourd'hui.

Ce mouvement ne se contente pas de porter atteinte aux tentatives que fait la bourgeoisie pour orienter la crise dans le sens de ses intérêts et de ses besoins (exploitation intensifiée, mobilisation nationaliste). Il contient aussi les germes du mouvement communiste du prolétariat, qui anéantira la domination de classe de la bourgeoisie.

L'ORGANISATION DE LA GREVE

Ce mouvement est encore très irrégulier, comme on peut en juger par la nature de la vague de grèves en Ecosse et les formes d'organisation qui en ont surgi. En analysant la façon dont les différents comités de grève en question se sont composés, on trouve des différences importantes dans le degré d'autonomie auquel ils sont parvenus dans la lutte. A Rolls Royce, où les syndicats sont implantés depuis longtemps, les comités de grève ont surgi directement des comités de shop stewards existants. Exceptées quelques violentes altercations à la fin de la grève, certains ouvriers voulant la reprise et d'autres la continuation de la grève, ce fut une grève très passive à laquelle les ouvriers avaient été appelés par les shop stewards; lesquels shop stewards priaient les ouvriers de rester à la maison en attendant la fin des négociations. A Hoover, le scénario fut à peu près le même, mis à part le protocole de "démocratie" syndicale que le comité de grève des shop stewards avait mis en branle (avec meetings de masse, etc.). Ces méthodes sont caractéristiques de toutes les grèves sauvages syndicalistes, que les shop stewards excellent à mener et à contrôler.

Dans d'autres grèves, toutefois, il y eut de plus grandes tentatives d'indépendance. Les conducteurs de métro et d'autobus s'opposèrent aux shop stewards sur l'acceptation par eux-mêmes des offres d'augmentation de salaires proposées par le patronat. Les enseignants de leur côté élirent un comité d'action "sauvage" de délégués provenant de différentes écoles et exprimèrent à de nombreuses reprises, dans leurs assemblées, leurs positions anti-syndicales, bien que dans ce secteur le syndicat des enseignants (the Education Institute of Scotland) ait réussi à saper l'action du comité en reprenant sa revendication d'une augmentation de £ 15 par semaine pour tous les enseignants.

Mais, la grève qui manifesta le plus de combativité et d'autonomie fut celle des camionneurs. Démarrant avec l'avantage certain de ne pas être encombrés de shop stewards, ils furent immédiatement en mesure de former leurs propres comités de grève qui surgirent du mouvement qui se développait dépôt après dépôt et de la nécessité ressentie par les camionneurs, habituellement isolés, d'unifier leur lutte. Ce comité de grève assurait de nombreuses tâches, entre autres celle de décider quelles seraient les marchandises qui continueraient à être livrées en Ecosse (les médicaments, par exemple constituaient un cas particulier.). Il semble de plus avoir entretenu une rotation continuelle de ses membres, de nombreux travailleurs y ayant participé. De cette façon, aucun "leader" n'est apparu, et personne ne fut mis en avant pour servir comme "vedette" face à la presse ou la télévision. Car, et c'est une méthode qui a fait ses preuves, les médias savent isoler les leaders de la masse pour les récupérer en faisant d'eux des vedettes. Les mesures que les camionneurs ont prises contre cette possibilité étaient donc utiles. Les camionneurs eurent aussi des affrontements physiques violents contre les bureaucrates syndicaux et ils furent les premiers des grévistes écossais à essayer d'étendre la grève aux camionneurs anglais.

LES LIMITES DE LA GREVE

Au-delà des signes d'autonomie et des effets économiques désastreux des grèves, l'aspect le plus positif de ces grèves reste le pourquoi de leur échec. Les revendications salariales tendaient à être reprises par tous les secteurs concernés. Malgré cela, il n'y eut aucune tentative pour unifier les grèves dans un sens concret, aucune manifestation commune, aucune centralisation au niveau des comités de grève, bien que toutes les grèves aient éclaté au même moment et au même endroit. De même, il n'y eut aucun mouvement tendant à généraliser systématiquement et consciemment la lutte aux autres secteurs de la classe ouvrière.

Il pourrait se trouver quelques dilletantes pour nous dire que ce phénomène est dû au fait que les ouvriers ne peuvent pas s'unifier sur des revendications salariales dans le capitalisme décadent, que les luttes de masse ne peuvent éclater que lorsqu'il n'y a aucune revendication formulée, lorsqu'il n'y a qu'une volonté de lutter. De tels arguments laissent de côté toute l'histoire des grèves et des surgissements de masse qui, lorsque certaines conditions sont remplies, peuvent éclater sur des revendications salariales spécifiques pour

---

(1) L'attitude du SNP est à comparer avec celle des Loyalistes en Ulster, lorsqu'ils ont pris la tête des grèves en mai dernier. Le "Conseil ouvrier d'Ulster" appelait à une grève pour protester contre une réorganisation de la constitution en faveur de la minorité catholique, qui leur garantissait certains droits. Bien que cette grève signifiait un arrêt de l'économie en Ulster, ses aspirations réactionnaires lui ont valu le soutien de toutes les fractions loyalistes. Contrairement à la grève authentiquement ouvrière en Ecosse qui a provoqué la haine de tous les nationalistes.

les dépasser de très loin dans une confrontation ouverte avec l'Etat. Ces conditions sont principalement l'approfondissement de la crise du capitalisme et son extension à tous les niveaux de la société. Quand la crise arrive au point où les conditions de vie de la classe ouvrière ne sont plus supportables, où la classe dominante est à bout de ressources , quand les travailleurs peuvent voir clairement la faillite du système, alors les luttes quotidiennes de la classe ouvrière prennent une autre dimension et projettent la classe ouvrière dans une lutte généralisée qui ébranle l'édifice de l'ordre social tout entier.

Bien que le système capitaliste mondial, dans son ensemble, soit entré dans ce processus, le déroulement de la crise, surtout dans les pays avancés qui disposent de plus de mécanismes pour en ralentir les effets, a encore des ressources. Les travailleurs sont conscients de la nécéssité de lutter mais ne sont pas encore pleinement conscients du fait qu'il n'y a rien à gagner par les anciennes méthodes -luttes sectorielles, direction confiée aux shops stewards. Il devient évident que les soi-disant "victoires" obtenues par tel ou tel secteur de la classe ne sont au mieux que temporaires, ou gagnées au prix d'une intensification du travail, ou d'attaques contre d'autres secteurs, etc... Mais, tant qu'il restera quelques possibilités d'aboutissement pour les luttes sectorielles, les illusions catégorielles subsisteront et les travailleurs ne verront pas la nécessité de pousser la lutte plus loin.

LE ROLE DES SHOP STEWARDS

Dans cette situation, les shop stewards peuvent dominer ou contrôler la plupart des grèves. Parce qu'ils sont plus proches de la base que les bureaucrates syndicaux, parce que leurs propres intérêts sont étroitement identifiés aux intérêts sectoriels de"leurs"ouvriers, ils peuvent se faire valoir comme les vrais défenseurs combatifs des intérêts des travailleurs. Mais, en fait, les shop stewards ne sont qu'un appendice des syndicats et donc du capitalisme. Leurs intérêts globaux sont liés indissolublement à la survie du capital, même si beaucoup de shop stewards militent en faveur de sa réorganisation. Le rôle des shop stewards, aussi bien que des syndicats, est d'empêcher que les grèves n'échappent à leur contrôle, ne s'étendent de façon autonome à tous les secteurs de la classe, ou ne conduisent la classe ouvrière à une confrontation violente avec l'Etat. Les shop stewards ne peuvent pas dépasser les intérêts sectoriels et, dans cette période, les intérêts de la classe ouvrière ne sont pas sectoriels. Aujourd'hui, les seuls intérêts de la classe ouvrière résident dans son unification autonome, dans la destruction de l'Etat et du capital. Non seulement les shop stewards ne peuvent pas être les instruments de cette unification, mais encore ils ne peuvent que s'y opposer, que tenter de diviser et de fragmenter la classe ouvrière en entretenant de perpétuelles illusions sectorielles.

En dernier ressort, le mouvement d'unification en Ecosse était limité par l'irrégularité du rythme de la crise. Mais, il ne faut pas voir ceci de façon mécanique. Ces dernières années ont vu des luttes de masse rompre les barrières sectorielles, en des temps où la crise n'avait pourtant pas des effets aussi graves qu'aujourd'hui (68 en France, Italie et Argentine en 69, etc.). Le rôle des shop stewards et autres "agents de base" du capital a été un facteur qui a contribué au manque d'unification des grèves. Des comités de grève dominés par les shop stewards ne peuvent en aucun cas s'unifier dans une lutte de masses autonome. Si les stewards, dans une situation plus grave, mettent en oeuvre des organes "unifiés" de façon formelle, ce sera dans le seul but de contrôler, détourner et même briser la lutte.

Ce n'est qu'en s'organisant en dehors des structures des syndicats ou des shop stewards, et contre eux, que les travailleurs pourront approfondir et unifier leur lutte.

LE ROLE DES REVOLUTIONNAIRES

La principale tâche des révolutionnaires est d'intervenir dans de telles manifestations de la lutte de classe pour mettre l'accent sur leurs tendances les plus radicales, c'est-à-dire celles qui vont dans le sens de l'autonomie et de l'unité de la classe ouvrière. Et ceci, non parce que les ouvriers pourraient obtenir des"victoires" ou des améliorations réelles de leur niveau de vie. Au contraire les communistes doivent affirmer l'impossibilité de toute amélioration réelle dans un capitalisme en crise. Tout ce que le prolétariat dans son ensemble peut gagner dans la lutte de classe aujourd'hui, c'est le développement de la conscience de ses intérêts historiques de classe. Cette conscience ne peut venir que de la lutte, à travers le combat sans merci que le prolétariat est forcé de mener pour se défendre contre les effets de la crise. C'est dans la lutte que les ouvriers comprennent le rôle des syndicats, des partis de gauche du capitalisme et de l'Etat. C'est dans la lutte qu'ils développent la conscience et la capacité qui leur permettra de s'organiser de façon autonome, gagnant ainsi l'assurance qu'ils peuvent prendre le pouvoir et réorganiser la société au niveau mondial. Si les révolutionnaires appellent à une plus grande extension et une autonomie des luttes, c'est parce que ce sont ces aspects de la lutte qui seront indispensables pour que le mouvement prolétarien aille à la révolution.

C. D. WARD

LA CRISE DANS LES PAYS DE L'EST

L'année 1974 vient de se terminer dans un concert généralisé au monde entier sur le thème de la "crise". Toutes les interprétations possibles en sont données : "crise du pétrole", "crise des structures", "crise de l'énergie", "crise de civilisation" sont les diverses "explications" qui accompagnent une hausse vertigineuse des prix et du chômage et les appels à la baisse de la consommation et à l'austérité.

La "crise de civilisation" et la "crise du pétrole" ayant fait long feu face à l'approfondissement actuel de la dégradation du capitalisme, on commence à voir apparaître un nouveau cheval de bataille pour démontrer que le système peut encore s'en tirer. "En 1975, le taux de croissance (de l'URSS) sera de 6,5% selon les économistes soviétiques et de 7,2% selon les prévisions américaines.(...) C'est un incontestable succès face à l'économie occidentale frappée de stagnation et de chômage" (1). Les mêmes qui, il n'y a pas si longtemps, affirmaient avec aplomb que la France restait un oasis de paix dans un monde en crise, récidivent maintenant sans peur du ridicule : on commence à tourner les yeux vers l'Est, car dans l'affolement généralisé, il faut entre autres trouver à tout prix "un champ de prospection pour notre commerce extérieur" (1). Cette recherche effrénée de marchés, qui se traduit par la multiplication des tentatives d'accords commerciaux est le lot de toutes les nations : entre l'Europe et les Etats-Unis, le Moyen-Orient et l'Europe, l'URSS et l'Europe, etc.

L'INTEGRATION AU MARCHE MONDIAL

L'URSS négocie des contrats de fourniture d'hydrocarbures à l'Allemagne de l'Ouest, l'Autriche, la France du même type de ceux qui existent déjà avec l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie. Les entretiens entre Etats-Unis et URSS font en ce moment grand bruit. Tout ne va pas sans mal. Le P.C.F. attribue à la rapacité de l'impérialisme américain les difficultés qui peuvent se présenter, mais il se fait tout doux lorsqu'elles s'aplanissent. Et lors de la rencontre Brejnev-Giscard, il n'était plus question que d'"interêt mutuel" et de "coopération exemplaire".

"Coopération" et "détente" sont les nouveaux leitmotive Pour le reste, G.Marchais, dans sa polémique avec le P.S. précise qu'il s'agit de "résoudre sans crise les problèmes du monde moderne" (2). Face aux problèmes qui se posent au capitalisme mondial —trouver des marchés pour écouler la production, proposer du "socialisme" pour calmer les ouvriers—, la bourgeoisie rejoint les P.C. dans la louange des pays "socialistes". The Banker de Glasgow proclame que l'"économie soviétique est plus stable, moins exposée à des chocs destructeurs que ne l'est l'économie occidentale. Si, comme on peut le penser, les désordres sociaux nous guettent (...) et si les dirigeants soviétiques sont capables de garder le contrôle à la fois sur le plan économique et sur le plan social, les points faibles de leur système sont peut-être dans ce cas le tribut qu'ils acceptent de payer en échange de la stabilité qui nous fait défaut".(3).En frères ennemis, les diverses fractions de la classe capitaliste mondiale se rejoignent sur les remèdes à adopter : stabiliser la situation sociale pour pouvoir se consacrer à la guerre pudiquement qualifiée d'"économique". Pour encadrer la classe ouvrière, c'est la gauche qui a le vent en poupe ; pour l'embrigader derrière chaque capital national, c'est encore elle qui représente le mieux la tendance générale au renforcement de l'Etat capitaliste. Car si l'on défend l'idée de l'existence dans le monde d'une aire "socialiste", c'est avant tout chacun pour soi. Pour Marchais, les P.C.F. et P.C.U.S. doivent coopérer certes mais en "luttant dans des conditions très différentes et déterminant souverainement leur ligne"(4).

Alors on affirme que la moitié de l'humanité échapperait à l'heure actuelle aux affres de la crise. Les échanges internationaux, la saturation du marché mondial, l'exacerbation des tensions avec la montée des conflits de toutes parts, ne sont que pacotille aux yeux des sinistres rêveurs de "paradis socialiste" et d'"expansion". Pour eux, le marché des pays de l'Est échappe aux lois du capitalisme mondial : la vente et la production ne sont là-bas pas de la même nature.

Pourtant, les faits sont là : "La diminution dans la vente comme dans la production de quelques articles —postes de TV et tourne-disques en R.D.A., machines à laver, aspirateurs, réfrigérateurs en Pologne, postes de radio en Tchécoslovaquie et en Bulgarie— peut être attribuée à une saturation du marché intérieur compte tenu du prix et de la qualité et en partie à l'expansion simultanée de ces productions dans l'ensemble des pays est-européens, ce qui a réduit les exportations dans ce domaine" (5). En fait, c'est bien plutôt la possibilité ou l'impossibilité d'exporter qui déterminent l'état du marché intérieur. La réalisation du profit contenu dans la marchandise produite ne peut se faire que par la vente à l'"extérieur". A notre époque, le capitalisme qui doit vendre à tout prix mais pas à n'importe quel prix n'a plus d'issue; à l'Est comme à l'Ouest, c'est bien à la vente qu'est destinée la production. La loi de la valeur s'impose : l'Est a du mal à vendre et se tourne vers l'Ouest, l'Ouest a du mal à vendre et se tourne vers l'Est.

---

(1) L'Express du 13-19/1/75
(2) Le Monde du 14/1/75
(3) Décembre 1973
(4) L'Humanité du 7/12/74
(5) Notes et Etudes Documentaires d'Avril 1974

Alors qu'en 1973, la récolte de blé en URSS avait été particulièrement satisfaisante, ce pays a signé le contrat du siècle avec les Etats-Unis pour l'importation massive de blé américain. En 1973 encore, la part des importations provenant de l'"extérieur" occidental a été de 20% du revenu global de la Pologne, de 40% pour la Hongrie. Au sein même du "bloc" de l'Est, tout ne va pas au mieux. On prétend d'une part que la crise de l'énergie ne sévit pas et on explique"la nécessité de couvrir une partie de la consommation —de pétrole—par des importations des pays capitalistes à des prix qui ont quadruplé en quelques mois"(1).

Cette crise dite du "pétrole" ou de l'"énergie", tarte à la crème de l'agonie du capitalisme en 1974, outil de la classe capitaliste pour imposer la baisse de la consommation, touche donc déjà l'"oasis de stabilité" qu'est le "marché socialiste". Le prix de l'essence a doublé en Tchécoslovaquie depuis le 30 Mars 1974 et la vitesse a été limitée sur les routes. Dès la fin 1973, de distingués économistes du Frankfurter Allgemeine Zeitung signalaient que "la crise du pétrole aurait des répercussions défavorables sur l'économie de l'ensemble du bloc oriental". D'un côté on affirme qu'il ne manque pas une goutte d'énergie dans les pays de l'Est; de l'autre on utilise encore cette mystification éculée ... et le tour est joué.

La dépendance à l'égard du marché mondial éclata au grand jour. D'ailleurs, le COMECON, cette sorte de Marché Commun est-européen suit à quelques variations près les prix du marché mondial.

LA DECOMPOSITION

Les objections à la crise sont nombreuses, à commencer par les plus plates apologies de l'URSS. Certes, dans tous ces phénomènes que l'on retrouve à l'Est semblables à ceux de l'Ouest, l'URSS tire mieux que ses "partenaires" son épingle du jeu. La domination qu'elle exerce par les accords commerciaux qu'elle réussit à imposer moyennant une "protection" militaire qui peut n'être souvent qu'une "menace", lui permet d'être apparemment moins dépendante que les autres Etats; notamment pour ce qui est sa part d'importations. Mais en est-il autrement dans l'autre zone d'influence où les Etats-Unis bénéficient des mêmes avantages.

Les effets du marasme commencent à se faire sentir. Les difficultés, l'impossibilité d'élargir les débouchés se répercutent dans une désorganisation de la production au sein de chaque unité, de chaque région, de chaque nation, de chaque bloc. La lutte devient serrée autour du gâteau.

L'acharnement à ouvrir les portes aux hommes d'affaires, qui ont eu droit à un éloge de la part de Brejnev au cours de sa rencontre avec Nixon, va de pair avec les appels de Podgorny contre le "pillage économique". Ce dernier a "demandé à la presse un effort pour dénoncer les escrocs, les dilapideurs et autres adeptes du système D, dont les journaux, pourtant, signalent quotidiennement les activités, (et) n'a pas caché que le mal est fort répandu."(2). C'est dans le domaine alimentaire que le problème semble le plus préoccupant pour le gouvernement.Les responsables désignés par le régime sont les "rénégats sociaux", les "houligans", les "fainéants". Lorsque ce "pillage" prend la forme d'un détournement systématique de marchandises, de produits alimentaires de leur destination officielle, vers le marché noir, on peut dire que les "houligans" ont bon dos. Imagine-t-on Paris aux mains des blousons noirs ? Imagine-t-on une usine "clandestine"de textiles, comptant 200 ouvriers, installée dans les sous-sol d'un théâtre...comme à Tbilissi et vendant aux autres Etats de l'Union mais pas dans le sien bien sûr ?

La règlementation étatique n'a jamais tout contrôlé et la classe exploiteuse s'est longtemps accomodée plutôt bien que mal de cet état de choses. La montée des difficultés économiques accélère la décomposition sociale et nécessite un renforcement de l'Etat, une intervention plus efficace. L'appel que lance Podgorny est clair à cet égard : "Les travailleurs honnêtes, les collectivités, les organisations, cherchent à produire davantage, prennent des engagements élevés, luttent avec abnégation pour augmenter la productivité et mettre en exploitation de nouvelles ressources". Voilà qui n'a rien d'une lutte contre de la délinquance, mais ressemble comme deux gouttes d'eau à la défense du capital national, à la préservation de la "propriété socialiste"(2).

Le système en difficulté doit tenter de rationaliser sa production. En URSS, dans l'agriculture, le gouvernement essaye de réorganiser sovkhozes et kolkhozes, de rentabiliser au maximum, d'élaguer tout ce qui reste sans apporter une contribution suffisante. Dans la gestion des entreprises, c'est aussi partout le remue-ménage; Gvichiani (3), gendre de Kossygine, répond à la question d'une réintroduction de la notion de profit : "Non, pas de profit, de rentabilité.(...) C'est une question d'organisation rationnelle mais il faut aussi qu'il y ait des stimulants moraux et économiques". Toute une génération de managers à l'américaine fait son entrée sur scène, prône de nouvelles méthodes. On envisage des concentrations industrielles à l'image de celles qui se tentent en Occident, afin d'assurer une hausse sensible de productivité.

Partout on cherche des solutions capables d'éviter la dégradation soudain accélérée d'un système en faillite. Les appels sont les mêmes : décentraliser, réorganiser, etc. Tout cela bien sûr toujours au nom des ouvriers. A Cuba, le gouvernement octroie même une expérience de "pouvoir élu et révocable par les masses". S'il le faut, on fera même gérer aux ouvriers leur propre exploitation. On ne manque pas d'en appeler aux nationalistes de tout acabit pour la création d'un "front commun des patriotes". A Cuba, la devise reste plus que jamais : "Mon travail, ma famille, mon C.D.R." (Comité de Défense de la Révolution).

Les réactions nationalistes, régionalistes s'exacerbent. Le P.C.U.S. remet de l'ordre au sein du P.C. Ukrainien un peu trop turbulent à son gré. En Chine également, on normalise. Les gouvernements de tous les pays rivalisent

(1) Déclaration du Président de l'Office des Prix Tchécoslovaque dans Le Monde du 2/4/74
(2) Le Monde du 8/3/74
(3) Interviewé par L'Express en Juillet 1974

d'appels, d'avertissements, de menaces et de palabres. Malgré toutes ces similitudes de la crise dans ses nombreuses manifestations, la gauche est là pour nous rappeler les"différences", les "nuances" surtout bien sûr en ce qui concerne la classe ouvrière.

CHOMAGE ET INFLATION

La Vie Ouvrière du 15 Janvier 1975 consacre une quinzaine de pages à nous persuader qu'"Il y a des pays sans chômage". En Allemagne de l'Est, "si quelqu'un est menacé de chômage, c'est l'employé du bureau de placement.. ". On ne met que trois jours pour retrouver du travail, etc. Tout est axé sur les problèmes de la "main d'oeuvre". Pour illustrer l'éclat de rire de mineurs bulgares, on nous explique que la "mine est condamnée", mais que les ouvriers sont contents car ils savent qu'ils seront reclassés dans le bâtiment par exemple. On a là toute une mécanique rationalisée de la vente de la force de travail. On y reconnaît la"possibilité de licenciements" pour des "raisons d'organisation" mais ceci seulement..."avec l'autorisation du syndicat". On reconnaît aussi qu'il y a des problèmes mais que"les ouvriers français seraient heureux d'avoir ces problèmes".

Trève de plaisanterie, malgré ce tableau idyllique,"la Tchécoslovaquie préconisait dès Juillet 1973 des mesures d'économies". Quant à la Hongrie, elle "a tenté de minimiser les effets psychologiques de la crise pétrolière"(1). Tous les pays d'Europe de l'Est ont pris des mesures d'austérité en 1973, restreignant la consommation publique et privée d'électricité. Que sont ces effets "psychologiques" ? On lit dans la "Pravda" : "L'ouvrier se plaint de ne plus pouvoir profiter des jours de repos avec sa famille : son épouse, comme les autres employées de l'usine, travaille toute la semaine, sans jour de congé et sans pour autant toucher de primes. Il faut reconnaître que personne n'oblige les femmes à travailler le Dimanche. C'est du 'volontariat' donc une affaire personnelle. L'administration n'a jamais donné d'ordre à ce sujet. Mais il a été décrété qu'elles ne devraient pas compter sur le treizième mois ni sur le 'salaire progressif' si elles ne se portaient pas volontaires" (Janvier 1974).

Pour un salaire de 1750 F. par mois pour deux (type de revendication avancée au cours de la grève des PTT en France par ceux-là mêmesqui voient quelquechose de "socialiste"à l'Est), il en coûte 5 F. pour une plaquette de beurre, 8 F. pour un paquet de café.

La pénurie volontaire de certains produits dont les prix sont fixés à de très hauts niveaux contraint la classe ouvrière à épargner, à financer ainsi la classe qui l'exploite. En 1969, les ménages russes ont épargné 2/3 de leur revenu supplémentaire, en Tchécoslovaquie, 95%.

Officiellement, les prix n'augmentent pas. Cependant, le dernier modèle de Volga coûte 65% plus cher que le précédent alors même qu'un ingénieur pourrait difficilement y voir une différence avec l'ancien.

L'évolution qu'a suivi le capitalisme mondial depuis la deuxième guerre mondiale pendant la période de la reconstruction a touché à sa fin vers 1963-64, avec notamment la chute de Kroutchev, les luttes de fractions en Chine. Tous les pays du bloc de l'Est connurent à cet époque le même léger passage à vide de la croissance. Le 1968 tchèque fut un sévère avertissement au grand de l'Est, l'URSS. 1970 en Pologne marqua la reprise de la lutte du prolétariat.

Dès 1966, la revue polonaise Polityka affirmait : "Il est certain et nous devons en prendre conscience, que la population doit choisir entre soit une augmentation importante de l'emploi, soit une limitation de l'emploi et une amélioration des salaires réels; il n'y a pas d'autres solutions". La classe ouvrière l'apprit à ses dépends et c'est une flambée inflationniste sans précédent doublée d'une pénurie alimentaire qui la poussa à s'attaquer en 1970 directement à l'Etat et aux syndicats.

La décadence du système impose à la classe capitaliste un gonflement démesuré des dépenses improductives; le secteur dit des "services" s'accroît sans cesse, la bureaucratie est pléthorique. Marx analysait lors des crises périodiques le phénomène du chômage; le mécanisme reste le même à l'époque de la crise permanente. "Marx déclare : "il y a périodiquement trop de capital et par conséquent trop d'ouvriers". Il pose en outre la question : "par rapport à quoi y-a-t-il trop de capital et trop d'ouvriers ?" et il répond : "par rapport aux possibilités d'écoulement dans des conditions"normales" assurant le profit nécessaire. C'est parce que le marché se trouve périodiquement trop étroit pour les marchandises capitalistes, qu'une partie du capital doit être mise en sommeil, et du même fait, une partie de la main d'oeuvre mise à pied". (R Luxembourg, L'Accumulation du Capital).

La Revue des Pays de l'Est (N°3,Janv.73) signale que "le chômage réapparaît de nouveau en tant que problème sérieux vers la moitié des années soixante". Dans la revue Kultura, (N°12/291,Déc.71), il est dit qu'"au lieu de croître, le niveau de vie des travailleurs a diminué de 2,5% par an". Evidemment pour le catéchisme de propagande qu'est Etudes Soviétiques, la vie est rose : "La plupart des denrées alimentaires depuis des années et même des décennies sont les mêmes en URSS"(sic). Pour étayer"scientifiquement" ce phénomène, un économiste soviétique déclarait en Août 1974 : "Nous n'avons pas d'inflation, nous n'avons que des prix élevés". Etudes Soviétiques ajoute avec "humour" : "...à la librairie, les livres sont relativement pas chers" alors que récemment une mesure préconisait de remettre à l'Etat 15Kg de vieux papiers pour l'achat d'un livre...

La tendance générale du système capitaliste mondial à l'étatisation est une nécessité pour la classe exploiteuse. La concurrence que se livrent les différents capitaux exige la mise en place de tout un appareil de domination politique et militaire pour faire face à deux obstacles fondamentaux et définitifs à la perpétuation du capitalisme : la saturation du marché mondial, la montée de la lutte de classe.

---

(1) L'Europe de l'Est en 1973, La Documentation Fr.

La solution pour la bourgeoisie serait la guerre mondiale; la perspective est à la lutte du prolétariat. Les fractions de gauche de la bourgeoisie sont les plus aptes à diviser le prolétariat mondial sur les différences, les nuances qui peuvent exister entre les diverses variantes apparentes de l'exploitation capitaliste.Ultimes mystificateurs, les gauchistes apportent par leurs théories "critiques" un soutien non négligeable pour la déviation de la lutte de classe sur des objectifs capitalistes.

LES CONTORSIONS THEORIQUES

Les staliniens, peu nuancés, martèlent avec la carotte —on promet à la classe une exploitation sans douleur— ou avec le bâton —on envoie l'armée contre les ouvriers—, que le socialisme est en place et qu'à l'Ouest, seule une "caste étroite" de grands financiers et de méchants patrons est responsable du marasme dans lequel nous sommes plongés.

Les trotskystes quant à eux se proposent de ravaler la façade de la contre-révolution stalinienne, de corriger les déviations, les erreurs, les manoeuvres contre-révolutionnaires d'une poignée de bureaucrates qui font"dégénérer", qui "déforment" les Etats...ouvriers. Le soubassement et les fondements matériels de la lutte de classe sont balayés pour faire place à un problème de direction de la société sans toucher ou si peu aux rapports de production. Selon les sectes et les chapelles on n'applique pas exactement les mêmes critères pour juger du degré "ouvrier" ou "petit-bourgeois"(?) de tel ou tel Etat. Pour évincer la "caste parasitaire", point n'est besoin de révolution prolétarienne mondiale mais d'une simple "révolution politique", un changement des mauvais dirigeants par les bons.

Ces mêmes trotskystes, à l'heure où le prolétariat polonais s'affrontait à l'Etat capitaliste en 1970, bénissaient la nouvelle"révolution politique"de façon expéditive pour se consacrer et applaudir à tout rompre aux réactions nationalistes et terroristes d'une fraction de la bourgeoisie espagnole aux abois (Procès de Burgos). Aujourd'hui, on quête en milieu gauchiste pour Eva Forest, soupçonnée de complicité dans l'assassinat de Carrero Blanco; on parle peu ou pas des affrontements avec la police d'un prolétariat exaspéré qui a généralisé sa lutte au Nord de l'Espagne.

On justifiera toute cette confusion entretenue par des contorsions théoriques, des aberrations du genre : "Les principaux moyens de production, dépouillés de leur forme marchandise, sont directement produits comme valeur d'usage.(...) Tant qu'il y a pénurie, les biens de consommation demeurent des marchandises"(D.Bensaïd,Revue Critique de l'Economie Politique, La Nature des Pays de l'Est). Comme par hasard, les marchandises aux mains des bureaucrates sont "socialistes", celles destinées aux ouvriers ne le sont pas ! Et les implications politiques sont clairement développées longuement: dans les pays de l'Est, "les racines sociales de ces mobilisations (ouvrières) sont bien différentes de celles des mobilisations anti-capitalistes que nous connaissons" car elles ne "remettent pas en cause les rapports sociaux fondés sur l'appropriation collective des moyens de production(...) et portent tous leurs efforts sur la confiscation du pouvoir politique". Pour que les pays de l'Est soient véritablement socialistes, il suffira alors à l'ouvrier d'aller vendre sa force de travail à l'Etat trotskyste après qu'ait été confisqué le pouvoir politique des mains de la "caste parasitaire"... L'appropriation collective des moyens de production n'est ici que le capitalisme concentré dans les mains de l'Etat, ce capitaliste idéal dont parlait Engels, forme la plus achevée de la tendance générale depuis 1914.

L'histoire l'a prouvé, la pire des mystifications est celle qui s'orne des défaites de la classe ouvrière, embaume les révolutionnaires et les idéalise. Pour la défense de l'URSS, la pierre de touche, l'ultime argument c'est : "il y a eu 1917". Trouver dans un coin du monde un acquis matériel de la vague révolutionnaire <u>mondiale</u> des années 1917-20, c'est nier le caractère global du capitalisme à notre époque, c'est morceler la classe ouvrière en des tâches différentes selon le lieu, le moment, le sexe, la couleur, la langue, le climat... Et tel est le but de la bourgeoisie pour avoir les mains libres de gérer le capital.

Le degré de "socialisme", d'"ouvrier" se mesure également différemment selon la sophistication du thermomètre utilisé. Dans les rangs des "marxistes" aveuglés par l'attachement à une lueur d'espoir, par le goût de la nouveauté, on observe qu'"il existe une espèce de second marché mondial dans lequel l'exploitation des pays sous-développés par les pays les plus avancés est restreinte ou absente"(International Socialist Journal. Mattick).

La période de reconstruction pendant laquelle l'économie d'armements n'a pas cessé de s'accroître a été essentiellement marquée par la persistances et l'exacerbation des conflits interimpérialistes où les plus puissants se sont affrontés par fractions des bourgeoisies nationales interposées; Indochine, Moyen-Orient, Bengale, Corée, Biafra, Kurdistan, Chypre, etc. par philantropie peut-être ?

Les bordiguistes y ont trouvé quelque chose de "progressiste", de positif dans la soi-disant apparition de capitalismes "juvéniles", dans des "révolutions par en-haut". Pourquoi pas par derrière ?

Brejnev, toujours aussi peu nuancé, disait récemment à Schmidt : "Ni vous, ni nous ne sommes des institutions de bienfaisance".

Le système économique mondial n'a pas de solution à la crise. La prolifération de conflits encore localisés, où chaque bloc y va de son soutien à l'un ou à l'autre est significative du seul cours que pourrait prendre le capitalisme à l'heure actuelle : la généralisation de la guerre. La résistance opiniâtre aux assauts du capital de la part d'une classe ouvrière mondiale qui, à l'Est comme à l'Ouest, émerge de 50 ans de contre-révolution ouvre la possibilité de la révolution mondiale comme première perspective. Aux tentatives de division et de mystification de la classe ouvrière par la bourgeoisie et notamment dans son acharnement à prouver l'existence du"socialisme" en"un seul pays", "ouvrier", le prolétariat répondra comme il l'a déjà ébauché en Pologne en 1970, en Egypte en 1975.

M. G.

SOUS LES PLIS DU DRAPEAU VERSAILLAIS

Il y a trente ans dans l'été 44, du gros bourdon de Notre-Dame dominée par un immense drapeau tricolore, aux églises des banlieues ouvrières, Paris sonnait de toutes ses cloches la résurrection de la patrie outragée. Les ultimes combats des francs-tireurs lavaient dans le sang impur des derniers occupants hitlériens et des collaborateurs vichyssois l'honneur national, conformément aux mâles accents de la "Marseillaise".

Une fois les mitraillettes Sten rangées aux rateliers la foule envahissait la rue, prenait possession des fenêtres et des toits donnant sur les Champs Elysées. C'était fait de façon si spontanée que De Gaulle, qui avait transporté la légitimité à la semelle de ses souliers, pouvait s'écrier, ravi comme le gosse d'Aubervilliers en colo: "Ah! c'est la mer!".

Champs Elysées des cocottes et des cannibales versaillais. Champs Elysées où, pour se compter après leur grande trouille du printemps 68, défila la marée des bien-pensants à Croix de Lorraine. Champs Elysées que Giscard remonta "crânement" à pieds aux lendemains de son élection présidentielle victorieuse. "Marseillaise" qui rythme les razzias coloniales en Algérie et au Tonkin. "Marseillaise" pour saouler les soldats de la première guerre impérialiste. "Marseillaise" de la lutte contre le "fascisme" et, le "sale boche". "Marseillaise" que défend, en ces jours de crise, le P.C.F. contre l'"atteinte instrumentale" que lui fait subir G. d'Estaing.

Il y a trente ans du nord au sud, d'est en ouet la France se couvre de nouvelles prisons, et de camps d'internement. Le parti "communiste" a donné le signal d'une bacchanale d"'épuration qui doit être brutale et prompte car on a oublié qu'après des années d'abjection, un pays ne se retrouve que dans la virilité" comme le déclare son plumitif de service Y.Farge.
A Poitiers, des prisonniers allemands d'origine russe et géorgienne sont massacrés sur la Place d'Armes par une foule en délire. A l'autre bout de la France, à Marseille, 500 suppliciés sont jetés dans un ruisseau, à la ville servant d'égoût industriel.
Comme le programme de la Résistance a laissé croire aux travailleurs que la chute du III° Reich amènerait la fin des privations et de l'interdiction du droit de grève, la paix et le bien-être, c'est dans la liesse populaire que sont accueillis les "libérateurs: De Gaulle, Leclerc, Koenig De Lattre... A des milliers de kilomètres, au Liban -pour peu de temps encore sous mandat français- les travailleurs de la base militaire de Rayack pavoisent à leur tour aux couleurs de Paris et de Moscou. L'ivresse du moment leur fait oublier ce que la présence de l'impérialisme français, sous couvert de garantir les droits des minorités chrétiennes, avait signifié journellement pour eux : une féroce administration de satrapes levant corvées et amendes collectives, pillant et dévastant l'économie naturelle des tribus et villages pastoraux.

LA RECONSTRUCTION CAPITALISTE

Alors, pour faire rejaillir la responsabilité de la mort de 50 millions d'êtres humains, dont 6 millions de juifs et I million de Tziganes, sur l'idéologie nazie, on offre le spectacle pitoyable de ceux qui ont réchappés aux camps d'extermination.Auschwitz efface Dresde, les stalags blanchissent les deux bombes atomiques sur Nagasaki et Hiroshima.

Or, cette euphorie germanophobe générale dans la métropole et les colonies, gravement hypothéquées par les anglo-américains, ne peut cacher l'ampleur du désastre subi par l'économie nationale. De I2 000 locomotives, il n'en reste plus que le I/4; I/I0 du parc auto est en état de rouler; 3 000 ponts autoroutiers ont sauté; les grands ports maritimes, les canaux, les écluses, sont encombrés d'épaves.

Tout était à réorganiser dans de très courts délais: de l'appareil de production en partie démantelé par les forces d'occupation, en partie détruit par les bombardements alliés sur les concentrations industrielles, à la machine étatique. A l'armistice de juin 40, celle-ci s'était scindée en deux fractions rivales, pétainistes et résistants. C'est la détérioration de la situation économique, aggravée par l'envoi de nombreux ouvriers qualifiés au Service du Travail Obligatoire° (S.T.O.) en Allemagne, qui convainct nombre d'industriels français des dangers économiques croissants que comporte cette politique. Soucieux de sauvegarder leurs intérêts de classe, ces patriotes rejoignent la Résistance, tout en appliquant les ordonnances du gauleiter Sauckel sur le blocage des salaires.

Dans les colonies la situation générale n'est pas meilleure, loin s'en faut. A deux doigts de perdre Madagascar, sur laquelle lorgne dangereusement l'allié britannique, l'impérialisme français affronte les premières vagues du mouvement "anti-colonialiste" qu'il réprimera avec la dernière énergie. La France libre, fille de la lutte contre le fascisme, exterminera, en avril 47, 90 000 malgaches soulevés contre les réquisitions de l'économie de guerre métropolitaine qui les affamaient. Commence aussi la guerre du Viet-Nam, avec pour premiers soldats des volontaires maquisards.

°: Promulgé le I/9/42 en zone nord, le 6/4/42 aux Pays-Bas, le 6/I0/42 en Belgique. Les Allemands invoquent l'article 52 de l'annexe à la 4°Convention de la Haye, qui prévoit des prestations de service pour les besoins de l'armée d'occupation. Favard "Déportation des travailleurs français dans le III°Reich".

Obsèques du lieutenant SAVARY

Les obsèques du lieutenant Robert Savary, tué en Indochine le 26 octobre 1949 et dont le corps vient seulement d'etre ramené en France, ont eu lieu samedi à Issy-les-Moulineaux. Un piquet du 8e RI rendait les honneurs. Nombre d'anciens résistants de Bretagne, ou Robert Savary a combattu pendant l'occupation, étaient présents : André Eohec, le colonel Kuntz, etc.

M. Brulé, au nom de l'UFAC locale, et nos camarades Guy Ducoloné et Henri Rol-Tanguy ont, tour à tour, pris la parole pour retracer la vie de Robert Savary, son activité de résistant et le drame de la guerre d'Indochine dont ses lettres prouvent qu'il la réprouvait et contre laquelle sa mère et toute sa famille ont inlassablement lutté.

"Humanité" dec.74

Derrière son homme providentiel, la bourgeoisie résistante a besoin pour reconstruire un capitalisme décrépit de toutes parts:
primo: de desserrer l'emprise américaine à qui la France doit 720 millions de dollars au titre de prêt-bail; les E.U. hésitent à reconnaître de jure le G.P.
secundo: de s'imposer à l'intérieur comme gouvernement de salut public.
Où peut-elle puiser si ce n'est à gauche, plus précisément vers l'élément stalinien représentatif de la légalité républicaine, malgré les groupes fractionnels qui surgissent en son sein pour essayer d'instaurer une "démocratie populaire" à l'instar des pays de l'Est.

Au sortir de quatre années d'occupation, la bourgeoisie est obligée de réclamer la collaboration de tous les patriotes sans exclusive, jacobins ou royalistes, thoréziens ou libertaires. Ces cohortes formeront le vaste rassemblement national pour mener à termes un effort immense, difficile. le pressant appel lancé aux "communistes" qui ont fait de la résistance le devoir sacré par excellence trouve l'écho attendu. Le premier, De Gaulle savait ce parti authentiquement français, intégré par toutes ses fibres à la nation, qu'il ne constituait pas une 5°colonne, mais un parti totalement subordonné à la défense de l'impérialisme français.

C'est donc avec la collaboration d'un parti entièrement réhabilité par sa participation au second massacre impérialiste que la bourgeoisie a pu gouverner. De son internement dans les prisons algériennes, le P.C. était passé à la coopération franche et loyale. C'est ce que sa propagande apocryphe appelera "Le chemin de l'honneur". Lorsque De Gaulle fait entrer dans son gouvernement ces subversifs, sortis grands vainqueurs de la consultation électorale de novembre 46 avec 5.498.000 voix, il n'est pas sans savoir quel profit il va en tirer.

A cette époque, ni les soi-disant communistes, ni la C.G.T. sortie de son illégalité ne parlaient de pouvoir personnel, trop heureux d'aller à la soupe. Tous deux ont pendant les années d'occupation su faire preuve de leur attachement à la cause nationale pour embrigader dans les maquis une partie des travailleurs réfractaires à la déportation en Allemagne.

Certes, jusqu'à ce que la Russie lâche Hitler, en conséquence des premières brouilles russo-allemandes qui éclatent à propos du contrôle des champs pétrolifères des Balkans, pour entrer en guerre aux côtés des démocraties occidentales, les staliniens français ont fait de l'esbrouffe pacifiste à sens unique. Il faut, coûte que coûte, faire passer le pacte de non-agression germano-soviétique, signé le 23/08/39, par Molotov et von Ribbentrop à Moscou, pour un inestimable service rendu par les soviétiques à la cause de ...l'antifascisme. Certes, pendant les neuf premiers mois de "la drôle de guerre", les principaux dirigeants ne se sont pas rendus dans les casernes à l'appel sous les drapeaux. Certes, le "meilleur stalinien de France", M.Thorez, a-t-il déserté le 6/IO/39, parce que expliquera-t-il dans son interwiev au journal frère "Daily Worker":

" Les communistes luttent de toutes
" leurs forces contre la guerre im-
" périaliste. Nous agissons comme
" les vrais défenseurs du peuple
" français en ne voulant pas que
" les jeunes gens de notre pays
" soient victimes du massacre causé
" par les capitalistes anglais dans
" la guerre d'intérêts qu'ils sont
" en train de faire contre les ca-
" pitalistes allemands" (20/II/39)

Certes, aux débuts des hostilités une fraction notable de syndicalistes de la C.G.T. se sont ralliés à la "Révolution nationale" du sénile maréchal Pétain. Tel fut le cas pour H.Lagardelle, vétéran du syndicalisme apolitique inspiré de la Charte d'Amiens (1906), qui conquis par le corporatisme calqué sur le modèle italien et rédacteur en chef de la revue fasciste "Prélude", remplacera Belin au secrétariat de la Confédération d'Etat au Travail.

Sous la houlette de ces mandarins du syndicalisme devait, sous le couvert de "Relève", s'effectuer un fantastique trafic de viande humaine. De quoi était-il question? La réponse est celle-ci: I prisonnier français en Allemagne réintègre son foyer quand 3 ouvriers français partent le remplacer en "volontaires".

Par la suite, la vapeur a été complètement renversée. Le P.C.F. rangé résolument du côté allié a tant et tant orchestré le concert d'excitations chauvines, se terminant par la note finale "A chacun son boche!", "Plus forts les coups sur le boche chancellant!"; il s'est montré d'une telle intransigeance en matière de défense nationale et de défense des intérêts impérialistes français -coïncidant alors avec ceux des Russes-; il a su si bien mener l'intox pour l'ouverture d'un "deuxième front" en Europe, réclamé à cor et à cris par Staline, que la bourgeoisie se rend compte d'une réalité éclatante. Elle a affaire à un parti de gouvernement; un parti qui a fait sien "Tout ce qui sert la guerre est bien, tout ce qui la dessert est mal" ne peut pas rester sur la touche. Il est irremplaçable. Les raisons qui l'amènent à l'associer au pouvoir ne sont à chercher nulle part ailleurs.

Une première fois, le 3/04/43, le P.C.F. participe directement au gouvernement formé à Alger par les généraux De Gaulle et Giraud. Les "camarades ministres" F.Billoux et P.Grenier siègent aux côtés des Queuille, Pleven et consorts sur un programme comprenant les points suivants:

I) mise en oeuvre de tous les moyens pour la guerre par la formation d'une puissante armée anti-hitlérienne.

2) châtiment des traîtres et saboteurs de la grande lutte libératrice.

3) union totale de la France et des territoires d'outre-mer.

4) accroissement du rôle de la France dans le concert des Nations-Unies.

—L'entrée au gouvernement de ce parti qui, en 1920 à la scission de Tours s'était juré de ne jamais répéter la trahison social-démocrate d'août 14, est venue couronner l'ensemble de ses actes d'Union Sacrée. En retour, sa propagande allait forger une auréole de héros des droits démocratiques à De Gaulle, le laver des anciennes accusations d'"agent de la City", de "persécuteur acharné du prolétariat", tout cela en fonction de la morale solvable bourgeoise donnant-donnant.

A la classe qui a subi la défaite sous sa forme démocratique, donnant à fond dans la mystification du Front Populaire puis du bloc de résistance, le tripartisme des associés communistes-socialistes-démochrétiens du M.R.P., imposera un plan de famine et la politique du "Retroussez-vos manches". Sous la poigne d'acier du P.C./C.G.T. le retour à l'ordre républicain, après la parenthèse de Vichy, s'est effectué avec un minimum de bavures.

Paix, cette politique menée tambour battant par les staliniens pour poursuivre l'hitlérisme dans ses derniers retranchements, cette mobilisation de masse pour l'accomplissement maximum de l'effort de guerre (1) ? Pain, cette existence de la classe ouvrière plus que jamais aux prises avec la faim et la maladie : 4 tuberculeux pour 100 000 habitants au lieu de 3 en 1936. Bien-être ces semaines de travail où pour reconstituer ses forces, l'ouvrier doit travailler 47 heures (légalement).

Le contrat fixant la création d'une puissance industrielle lourde rempli, avec une volonté inébranlable de la part des staliniens, ces derniers furent remerciés du jour au lendemain par la bourgeoisie se tournant davantage vers les USA sous la pression des socialistes et du M.R.P. Après avoir remis le pays affaibli au travail sur un rythme d'accumulation forcené qui étonnera les ingénieurs, les valets sont rentrés dans l'opposition. Eux qui avaient espéré par leur entrisme faire pencher la balance française du côté russe reprocheront à la bourgeoisie son ingratitude, de se laisser économiquement marshaliser par le Yankee, une poche bourrée de dollars, l'autre de chewing-gums pour les petits enfants du "peuple français".

Dans les usines, la mine, les chantiers et les bureaux, la vie syndicale a repris son cours; encore unifiée la C.G.T. compte 6 millions d'adhérents; la démocratie est rétablie dans sa souveraineté. Le capitalisme français qui a eu besoin de passer par une phase d'étatisation prononcée de son appareil productif peut à nouveau disposer de "sa" classe ouvrière en toute liberté. Ont été expropriés les gros actionnaires des usines Renault, SNECMA, du gaz et de l'électricité, de la Banque d'émission, comme traitres à la nation.

- -

(1) "Je travaille honnêtement à redonner à la France une armée de l'Air qui soit digne du rôle que la France doit conserver en tant que grande nation industrielle, et c'est parce que le peuple de France aime son armée qu'il entend aussi voir la France demeurer une nation industrielle et exige que tout soit mis en oeuvre pour la reprise économique du pays." C.Tillon, Ministre de l'Air en 44 et parrain du "Secours Rouge" en 1970.

La résistance, en exigeant de l'ouvrier un appui aux bons patrons patriotistes et en lui imposant pour toute grève celle qui bloque l'appareil de guerre nazi, a fait de la bonne ouvrage. Ce ne sont pas les successeurs de Churchill, Roosevelt, De Gaulle ou Staline qui nous démentiront. Peut-etre bien les trotzkystes...

LES RESISTANTS TROTZKYSTES

Tout comme G.V Plékhanov lors de la première guerre impérialiste, la "IV° Internationale" se mit en 1940 à énoncer les canons de la morale défensiste, à cette différence près d'avec le vieux lutteur marxiste qu'à aucun moment de son histoire, le trotzkysme n'a appartenu au prolétariat -- l'Opposition trotzkyste trouve son origine dans une certaine manière de concevoir l'application du plan d'Etat à l'économie soviétique.

Rude école cette guerre, réactionnaire des deux côtés, par son feu impitoyable n'a laissé pierre sur pierre de l'édifice bancal des formules trotzkystes. Comme porte-parole des intérêts du capitalisme d'Etat russe, Trotzsky a modifié la caractérisation de la guerre telle que le marxisme l'avait formulée bien avant août 14. On sait qu'il ne devait point faire mystère de ses profondes convictions "défensistes" au cours de la guerre de 39/45. Pour lui, "la défense de l'U.R.S.S." coïncide en principe avec la préparation de la révolution prolétarienne mondiale" si l'on en croit le "Manifeste" rédigé de sa main, et qu'adopta une conférence de sections de la IV° à New-York en mai 40 Des plus brèves interviews accordées aux journaux "radicaux" américains à son dernier ouvrage "théorique", "Défense de l'U.R.S.S.", Trotzsky n'a pas cessé d'avoir pour conduite de donner à Staline et aux démocraties, conseils, directives pour bien faire la guerre; d'accuser le régime "bonapartiste" d'avoir affaibli les capacités militaires de l'Armée Rouge, d'avoir capitulé devant les exigences japonaises. Du fait que "la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la propriété d'Etat, et non sur la propriété privée", cette guerre devenait l'affaire du prolétariat mondial pour aligner chaque pouce de territoire occupé par l'Armée Rouge sur le régime de la propriété étatique.

Nonobstant leurs querelles idéologiques, toutes les sections de la IV° se sont retrouvées au coude à coude avec les staliniens et les gaullistes pour "la lutte pour l'indépendance et pour la sauvegarde des libertés démocratiques" (I.K.D., section allemande), contre l'"asservissement de l'Europe par les nazis redonnant actualité aux mots d'ordre démocratiques d'indépendance nationale" (P.O.I, section française).

Trop faibles pour constituer d'eux-mêmes leurs propres maquis, ces valeureux "bolchéviks" rejoignirent ceux des F.F.I. ou des F.T.P., car "la lutte pour la démocratie" primait tout. Au nom des grands principes du défaitisme-révolutionnaire, les révolutionnaires ne doivent pas heurter le sentiment patriotique des masses laborieuses écrivaient les uns et les autres.

Il y a trente ans aussi, le P.C.I.(IV°) défendait son honneur de résistant rappelant à l'opinion publique que LUI aussi a servi dans la lutte contre le nazisme, et dressait la liste de ses martyrs tombés au champ d'honneur. Pour le "Groupe Communiste", aujourd'hui popularisé et massifié sous le sigle "Lutte Ouvrière", les travailleurs embrigadés dans les maquis auraient pu "fournir des cadres précieux et expérimentés à la classe ouvrière" pour peu qu'on y introduise, dans ces maquis, les sacro-saints principes de la démocratie ouvrière. Six mois avant la reddition du général von Choltitz, un appel de cette organisation disait aux jeunes gens:

" Dans les groupes de Résistance, dans
" les maquis exigez votre armement et
" l'élection démocratique des chefs!"
"Lutte de Classe",n°24 du 8.2.44.

Qu'importe donc si je tue mon frère de classe du moment que je le fais avec les armes bénies par les prêtres de la démocratie ouvrière! Mon honneur d'internationaliste est sauf, de plus j'affirme ma dignité nationale contre le désarroi du pacifisme petit-bourgeois! Mon maître a dit:

" Je ne saboterai pas la guerre. Je
" serai le meilleur soldat, tout comme
" j'étais l'ouvrier le meilleur et le
" plus qualifié de l'usine"
- Débat entre J.Cannon et Trotzsky."Socialist Worker Party"-juin 40- Je lui obéirai alors au doigt et à l'oeil!.

Il suffit d'un simple grattage de la mince couche de vernis internationaliste qui recouvre l'organisation "Lutte Ouvrière" pour faire apparaître en pleine lumière le garde-chiourme de l'impérialisme:

" L'armée de Tchang Kai Chek, qui
" compte plusieurs millions d'hommes
" et qui, bien équipée pourrait ba-
" layer l'impérialisme japonais, man-
" que complètement d'armes"
"Lutte de Classe" n°25.

Faute de direction révolutionnaire décembre 27 à Canton, où 4 000 prolétaires communistes furent abattus à la mitrailleuse par l'anti-impérialiste Tchang kai Chek, ou jetés vivants dans les chaudières des locomotives; 1934 dans les Asturies et en Autriche, 1936 en Espagne et en France; 1944 , encore, en France sont pour les trotzkystes de toute obédiance des occasions manquées. Faire prendre des vessies pour des lanternes a toujours caractérisé le travail du charlatanisme trotkyste.

En aout 44, son antienne a été "Tout est possible et à toute vitesse!". Peut-on avoir de révolution plus exemplaire à revendiquer que 1944, révolution préparée par le Commandement Allié, dirigée par le C.N.R. de De Gaulle et Bidault, accouchée par les colonnes de blindés américains, canadiens, britanniques et français, révolution ralliée par la quasi-majorité de la Préfecture de Police de Paris?
Ne sont-ils pas sublimes les titres de noblesse du trotzkysme?

UTILITE ET LIMITE DES REMINESCENCES
DE LA "LIBERATION" DANS LA CRISE ACTUELLE

C'est une bourgeoisie assaillie par la recrudescence des difficultés économiques qui commémorait, au grand complet, ce 30° anniversaire de la renaissance laborieuse du capitalisme français. Durant une semaine, pendant laquelle les ondes ont rengainé du "Chant des Partisans", toutes les cérémonies rituelles de la sorcellerie rationaliste y sont passées. Ici, c'étaient des dépôts de gerbes; là des inaugurations de mausolées; il y eut de savants colloques. pour les lettrés et des feux d'artifice pour les pékins; quelques grands compagnons de route ranimèrent la flamme à l'Arc de Triomphe; des légions d'honneur distribuées à discrétion.

Des messages de félicitation rappelant la "fraternité d'armes entre la France et l'Union soviétique durant les années de la seconde guerre mondiale et leur lutte commune contre la tyrannie fasciste" lui sont parvenus, dans cet été 74, du camp socialiste.Bien entendu, ces cérémonies, qui se voulaient grandioses, ne pouvaient pas passer sans une déclaration de la meilleure veine nationaliste, par la voix du sénateur "communiste" Duclos. La voici dans toute sa nudité capitaliste:

" La maturité politique manifestée
" par le peuple français il y a
" trente ans se traduit aujourd'hui
" dans l'aspiration des Françaises
" et des Français à porter haut le
" drapeau de l'indépendance nationale"

Qu'est-ce à dire sinon que si de nouveau éclatait une troisième guerre impérialiste pour le repartage du monde et, dans laquelle chaque peuple comme s'est son rôle, est appelé par la classe dominante à se battre sur le terrain du capital, ce parti est tout disposé à se lancer dans une nouvelle Union Sacrée, un nouveau bloc de résistance autour d'un homme providentiel. Et, c'est bien ce que la bourgeoisie qui a une conscience aiguisée de ses intérêts a enregistré sur ses tablettes. A plusieurs reprises, elle a exprimé ces derniers temps sa confiance au parti "communiste" La récente polémique Duclos-Poniatowsky, dans les austères décors du Sénat, aura rappelé à qui sait lire que dans sa tournée des popotes le 27/8/47 De Gaulle s'exprimait dans les termes suivants:

" Oui, à la libération j'avais avec
" la Résistance tout entière, jugé
" qu'il fallait offrir à ces sépa-
" ratistes l'occasion de s'intégrer
" à la communauté nationale.(...)
" J'ai donc joué le jeu. Je l'ai
" joué carrément. J'ai introduit
" des hommes de cette sorte dans le
" gouvernement qui réunissait alors
" des hommes de toutes opinions.
" Pour ce que j'en attendais momen-
" tanément dans la période difficile
" qui a suivi la Libération, cette
" décision a atteint son but"
"Le Monde" 15/11/74.

Tout aussi bien des gaullistes de "progrès", actuellement placés dans l'opposition, que des hommes liés aux grands "monopoles" se déclarent favorables à une participation de la gauche stalinienne aux affaires de l'Etat. On a vu, entre deux algarades sénatoriales, Poniatowsky en personne tendre la perche.

" Il faudra encore de nombreuses années et
" des preuves tangibles pour que nous vous
" admettions dans les rangs des hommes li-
" bres. C'est ce que je souhaite pour l'u-
" nité de la France".

Le prince-ministre, qui ne craint nullement de réchauffer un serpent dans son sein, a tout à fait raison en ce qui concerne les souhaits de sa classe. Toutefois, nous estimons qu'il se trompe en ce qui concerne l'appréciation de l'intervalle de temps qui sépare le P.C. de son entrée au gouvernement comme gérant loyal de la crise. Réussir à vaincre la sotte méfiance qui subsiste à son égard dans certaines couches gouvernementales, certains chefs d'entreprises, est la tâche impérieuse qui, derechef, s'impose à lui.

Il y arrivera à force de déclarer son intention bien arrêtée de permettre à la France de jouer dans le monde un rôle à sa mesure, de l'arracher à son état de dépendance économique vis à vis des Etats-Unis. La bourgeoisie, loin de lui en faire reproche, s'est reconnue dans ces objectifs exprimés dans le Programme Commun, visant à aggrandir la place économique de la France, à consolider sa position diplomatique dans le monde. Elle n'oublie pas, non plus, qu'au soir même des élections présidentielles de mai 74, le parti "communiste" se montrait on ne peut plus rassurant pour la suite de sa politique:

" Qu'on ne compte pas sur nous pour venir
" troubler l'ordre social. Dès demain ma-
" tin les travailleurs, conscients de
" leur poids grandissant dans la société
" et la Nation, vont reprendre le travail
" dans l'ordre et la dignité". devait déclarer, en substance, son secrétaire général aux micros des différentes radios périphériques.

Ensuite, commençait une campagne de "main tendue" et d'alliance en direction des gaullistes, ceci pour trouver une issue à la crise dont souffre le pays par la faute des "monopoleurs" apatrides. Un des premiers résultats de ce rapprochement qui nous renvoyait 39 ans en arrière (" Je te tends la main, camarade catholique" M.Thorez), aura été l'élection d'un nouveau délégué gaulliste au conseil régional Rhône-Alpes, en application scrupuleuse des accords de l'automne 73 pour déléguer à ladite assemblée autant de représentants de la majorité que de l'opposition. Comme Paris vaut bien une messe, il ne serait pas étonnant que pour se gagner les faveurs de toute le bourgeoisie et quelques strapontins ministériels nos communistes épurent leur fameux Programme Commun.

Les cérémonies marquant la fin d'un massacre qui a fait des dizaines de millions de morts et d'estropiés dans le monde entier sont passées. Elles n'ont pas été marquées par l'enthousiasme délirant des travailleurs. Que la bourgeoisie et ses valets pleurent à chaudes larmes la Résistance n'est pas notre affaire à nous qui savons que désormais le prolétariat se dirige, malgré les innombrables obstacles dressés sous ses pas et sous les coups de la crise, vers l'affrontement de classe.

La bourgeoisie peut ressortir ses lampions pour pavoiser aux couleurs de Versailles; elle peut essayer de saoûler la classe ouvrière avec ses petits airs de bal musette bon enfant et ses chants patriotiques. Le parti respectueux de constitution républicaine peut répondre " aux calomnies déversées sur son honneur de Français" en allant fleurir les tombes des héros de la Résistance: au même moment a lieu la grève de six semaines des 300 000 postiers qu'il s'emploie à liquider aux moindres frais pour l'Etat- patron. Le parti "communiste" est bien un parti du capital.

Depuis 1968 l'inévitable affrontement révolutionnaire est apparu comme un fait, une nécessité inéluctable pour la société. Et ce jour-là, ce ne seront plus les immondes usines à bénir les armes qui sonneront avec fracas, mais les trompettes de la Révolution Mondiale:

" J'étais, je suis, je serai!".

R.C

Le Secrétaire du Parti Communiste Internationaliste (Région du Sud-Ouest) à Monsieur le Commandant Louis, Commissaire Régional à l'Information.(1944, IV° Internationale).

"En date du 6 Novembre 1944, je vous ai adressé une demande d'autorisation de paraître pour notre journal "Octobre". Vous nous l'avez promis, nous l'attendons toujours.

Vous savez pourtant que nous y avons droit. En effet, une circulaire de IV° République déclare que :"seront autorisés à paraître dès le jour de la libération, les organes patriotiques clandestins qui paraissaient illégalement avant le 1° Janvier 1944.

"Octobre" répond bien à cette définition. Depuis 1942, "Octobre" a paru illégalement. Nous avons édité et diffusé 12 Numéros qui tous appelaient les travailleurs à la lutte contre l'occupant nazi et ses collaborateurs.

Bien plus, notre parti a été l'un des premiers à dénoncer le danger que faisait courir l'hitlérisme à la classe ouvrière, puisque dès 1928, nous lancions l'alarme et préconisions l'unité d'action de la classe ouvrière allemande contre Hitler. A partir de 1932, nous n'avons jamais cessé de souligner l'incapacité de nos gouvernants à préparer la lutte contre les nazis. Dès cette époque, nous préconisions la formation en France, d'un gouvernement ouvrier fort, qui pourrait épauler et susciter en Allemagne, un mouvement ouvrier contre Hitler. Nul doute que si on nous avait suivi, l'hitlérisme aurait pu être liquidé sans cet amoncellement de ruines sur l'Europe. Est-ce parce qu'aujourd'hui ce sont les mêmes gouvernants (ou leurs frères) qui reviennent au pouvoir, est-ce pour cela que ces gouvernants refusent de nous donner l'autorisation à laquelle nous avons droit. Ils feront en tous cas la preuve que la démocratie est un vain mot en IV°République.

Peut-être est-ce que notre patriotisme n'est pas le meme que le votre. C'est exact sur ce point, nous ne partageons pas votre position. Nous pensons que pour nos maîtres, les capitalistes, la patrie n'est pas autre chose que leurs usines, leurs chantiers, leurs coffres-forts. Les travailleurs, eux, n'ont que leurs interêts de classe ouvrière à défendre. C'est pourquoi nous les faisons passer avant tout. Mais que nous soyons en désaccord n'est pas une raison suffisante pour nous refuser une autorisation à laquelle nous avons droit.à moins que nous ne revenions aux méthodes de Pétain. En tout cas, nous pouvons vous affirmer que ce n'est pas pour ce résultat que le prolétariat aura mené la lutte pendant quatre années d'occupation."

DEUX AVORTONS DE LA GAUCHE DU CAPITAL

Pour les organisations politiques, la frontière de classe qui sépare le camp bourgeois du camp prolétarien constitue une sorte de "soupape" qui ne permet le passage que dans un seul sens : du terrain prolétarien à celui de la bourgeoisie, jamais dans le sens inverse.

La gauche du capital vient d'engendrer deux nouveaux avortons à prétention "révolutionnaire" : "Union ouvrière" et "Combat communiste", tous deux issus de l'organisation trotskyste "Lutte Ouvrière". A la lecture des premiers numéros de leurs publications, nous pouvons confirmer qu'une fois de plus la vieille loi de la soupape s'est révélée juste.

UNE ORGANISATION PROLETARIENNE NE PEUT PAS SURGIR DU SEIN D'UNE ORGANISATION BOURGEOISE.

L'histoire du mouvement ouvrier connaît des centaines de trahisons. Les exemples d'organisations politiques prolétariennes qui n'ont pu résister à la très puissante attraction du camp de la classe dominante sont malheureusement difficiles à compter. Parfois ces cas ont été de taille : la IIème Internationale avec la presque totalité de ses partis sociaux-démocrates, puis la IIIème Internationale avec le parti bolchévik en tête et tous les partis communistes à sa suite, ont pu, au jour de triomphe de la contre-révolution, abandonner en renégats le camp prolétarien. Et si les internationales n'ont pu survivre à leur trahison que formellement (car la bourgeoisie, de par son être même, ne peut être internationaliste), les partis nationaux sont par contre devenus de véritables bastions de la contre-révolution au sein des travailleurs.

La victoire de la bourgeoisie sur le prolétariat n'est pas seulement physique et économique : elle est aussi idéologique . Et dans le combat permanent des classes chaque trahison d'une fraction révolutionnaire s'est inscrite comme un puissant coup porté par la bourgeoisie contre son irréductible ennemi ouvrier. Pour le prolétariat, de tels coups sont aussi néfastes, et souvent plus, que les massacres et les écrasements physiques des luttes ouvrières. Le combat galvanise, la trahison démoralise. Or la conscience, la foi et la volonté révolutionnaires sont -avec sa capacité d'organisation-, les seules armes réelles dont dispose la classe ouvrière pour sa lutte révolutionnaire.

Mais si l'armée du prolétariat a cédé à la bourgeoisie des organisations précieuses, l'inverse n'a jamais été possible. On trouve dans les rangs du combat historique du prolétariat des militants qui sont passés auparavant par des organisations bourgeoises, ex : Plékhanov était au départ du parti populiste. Mais ce sont toujours des individus, jamais des organisations. L'histoire ne connaît aucun cas d'organisations bourgeoises qui soient devenues ultérieurement prolétariennes ; aucun exemple significatif d'organisation prolétarienne qui ait surgi de la scission d'une organisation bourgeoise.

Pourquoi en a-t-il toujours été ainsi ? Pourquoi n'a-t-on jamais vu une organisation prolétarienne surgir du sein d'une organisation bourgeoise, alors que l'inverse a été si fréquent ?

Deux raisons majeures expliquent ce fait : 1° La différence de nature entre le programme prolétarien et les théories bourgeoises. 2° Les mécanismes mêmes qui caractérisent une scission organisée.

1° Théorie révolutionnaire et mystification bourgeoise

Le Programme communiste est cohérent ou il n'est rien. Pour l'abandonner, pour le trahir, il suffit de le rendre incohérent, d'abandonner une seule de ses positions fondamentales. Il est de ce point de vue opposé aux théories politiques bourgeoises.

La bourgeoisie ne fonde pas son pouvoir sur sa conscience, sur sa capacité à comprendre et à analyser le monde qui l'entoure. Tout comme l'esclavagisme et le féodalisme, le capitalisme est un résultat "aveugle" du développement des forces productives. "Dans la production sociale de leur existence, dit Marx, les hommes établissent entre eux des rapports de production indépendants de leur volonté." Le socialisme sera aussi un résultat du développement des forces productives. Mais, alors que la conscience était un élément absolument secondaire pour l'instauration et le maintien des sociétés d'exploitation, elle constitue une condition nécessaire, INDISPENSABLE pour la destruction du capitalisme et l'instauration du communisme.

Pour consommer les bénéfices de l'exploitation, pour les transformer en nouveaux moyens d'exploitation ou même pour remplacer le despote féodal par le despotisme des lois capitalistes, la bourgeoisie n'a pas besoin d'une conscience politique très approfondie. Elle en est d'ailleurs incapable. Son pouvoir dépend de la force brute de son Etat et de sa capacité à faire accepter le système par les exploités.

Par sa tâche mystificatrice, la bourgeoisie peut se servir de n'importe quelle aberration de la pensée, aussi éloignée soit-elle de la réalité (la religion par exemple). Du moment qu'elle lui permet de justifier son oppression et d'inculquer la soumission et l'abnégation aux exploités. La pensée politique des classes exploiteuses n'est pas et ne peut être un instrument cohérent capable de rendre compte de la réalité concrète, parce qu'elle doit être d'abord un "OPIUM DU PEUPLE". Qu'importe la cohérence du moment qu'on a l'ivresse.

Le bourgeois n'a d'ailleurs même pas conscience de ce fait. Il est la première "victime" de son mensonge. La particularité c'est que pour lui, elle est une justification de ses privilèges, alors que pour les autres elle est une consolation à leur souffrance.

Il en est tout autrement pour la théorie de la classe révolutionnaire exploitée : le prolétariat.

D'une part, du fait que le but de sa révolution n'est pas le remplacement d'une classe exploiteuse par une autre, mais la fin de l'exploitation. Le prolétariat est la première classe révolutionnaire de l'histoire qui n'a plus besoin d'idéologies mystificatrices. La pensée révolutionnaire prolétarienne est la première dans l'histoire qui a la possibilité d'être une pensée non-mystifiée capable d'envisager la réalité sans fard, de façon cohérente, scientifique.

Mais d'autre part, le prolétariat est aussi la première classe révolutionnaire pour qui la conscience objective est une NECESSITE, un impératif concret et matériel. Les autres classes, telle la bourgeoisie, ont pu développer leurs nouveaux rapports de production au sein même de l'ancienne société : bourgeois et seigneurs féodaux ont coexisté pendant des siècles en se partageant les masses à exploiter dans le cadre du pouvoir politique féodal. Lorsque la révolution politique est intervenue pour concentrer le pouvoir uniquement aux mains de la bourgeoisie (Révolution bourgeoise), il y avait déjà longtemps que les rapports de production bourgeois avaient commencé à dominer la société. Les "penseurs" bourgeois qui ont surgi pour créer la justification idéologique de ce changement politique pouvaient raconter des âneries aussi scientifiques que les théories du "despote éclairé" de Voltaire, sans que cela empêche la révolution d'avoir lieu : de toute façon l'essentiel, la transformation réelle des rapports de production, avait déjà été fait.

Rien de cela n'est possible pour la classe ouvrière. Lorsqu'elle prend le pouvoir politique, TOUT reste à faire sur le terrain de la production et, par ailleurs, ce qu'elle doit faire est radicalement opposé à tout ce qui a existé auparavant: le communisme ne sera pas un nouveau système de lois économiques, c'est-à-dire les hommes soumis aveuglément à des lois économiques stables, à des relations de production qui s'imposent à eux "indépendamment de leur volonté". C'est la fin de l'esclavage économique. La nouvelle société ne pourra être qu'une OEUVRE CONSCIENTE du prolétariat.

La théorie de la classe révolutionnaire ne peut donc plus se contenter de quelques approximations incohérentes tout justes bonnes à se justifier vis-à-vis des autres classes.

La conscience objective des buts réels et des moyens appropriés de la révolution est une FORCE MATERIELLE indispensable, dont l'existence conditionne matériellement la réussite de la transformation de la société.

Autant les théories fumeuses et incohérentes sont nécessaires pour les révolutions bourgeoises, autant une théorie juste, scientifique et cohérente, c'est-à-dire capable de rendre compte de la réalité et de constituer un moyen réel de la transformer est indispensable pour la révolution prolétarienne. Il ne s'agit pas d'un goût éthique pour la "vérité en soi", mais d'une nécessité matérielle concrète.

La nature des positions politiques du prolétariat, son programme historique, a donc comme caractéristique spécifique par rapport aux positions politiques bourgeoises d'être un CORPS COHERENT, UNIQUE, défini par la réalité même qu'il appréhende : la société capitaliste et l'expérience pratique de la lutte pour sa destruction.

On comprend dès lors aisément combien il est simple d'abandonner le programme prolétarien pour tomber dans l'incohérence et les fumisteries bourgeoises et combien, par contre, il est complexe de quitter le marais idéologique bourgeois pour s'élever à la cohérence théorique du prolétariat.

Le programme communiste n'est pas une somme de positions juxtaposées. Il contient une synthèse d'"acquis" donnés par l'expérience historique de la classe ouvrière, mais aucun de ces acquis n'a un sens en lui-même, par lui-même, isolé du reste des acquis. Une position politique particulière du programme communiste n'est, en fait qu'une manifestation, parmi d'autres, sur un problème concret précis, d'une vision générale, d'une cohérence globale.

C'est pourquoi, on ne peut pas parvenir aux positions prolétariennes à partir de quelques idées à apparence révolutionnaire récupérées au sein d'une organisation bourgeoise, aussi radicale qu'elle se prétende

Il y a de moins en moins de partis bourgeois ayant le courage de se réclamer de leur classe. Pour pouvoir s'acquitter de leurs tâches spécifiques d'endormeurs des exploités, ils sont de plus en plus contraints d'emprunter un langage "ouvrier", si possible "révolutionnaire". Et ce phénomène ira en se développant au fur et à mesure qu'iront s'étendant les luttes de la classe. Pour cela, ils intégreront dans leurs programmes, du moins en paroles, des positions en apparence prolétariennes.

On "radicalise" son langage. Cependant, pour une organisation politique, deux ou plusieurs positions prolétariennes juxtaposées ne sont pas le Programme communiste, ni même un pas vers lui, du moment qu'elles sont accompagnées de positions bourgeoises. Une seule position bourgeoise suffit à ôter tout caractère prolétarien à un parti prétendu ouvrier. La social-démocratie allemande a perdu toute nature ouvrière, malgré ses traditions, malgré sa formation, du fait d'avoir pris une seule position bourgeoise : la participation à la guerre impérialiste.

Celui qui, ayant adhéré à une organisation bourgeoise - croyant s'intégrer à la lutte prolétarienne, mystifié par le langage "ouvrier" de celle-ci - voudrait un jour rompre avec elle pour retrouver les positions de classe, ne peut en aucun cas se contenter de rejeter "les quelques positions fausses de cette organisation" et "les remplacer par de bonnes". C'est toute la vision d'ensemble qui doit être "remplacée".

C'est une illusion de croire qu'on peut "conserver" quelque chose des positions politiques d'une organisation bourgeoise. C'est s'imaginer que le Programme du prolétariat est un agrégat composé d'éléments divers qui peuvent être ajoutés ou soustraits au gré de sa conscience individuelle.

Le Programme prolétarien est le produit de la conception cohérente du monde, d'une classe dont les intérêts historiques sont clairement et objectivement définis dans la réalité sociale. Il n'accepte en son sein aucune position bourgeoise, parce que dans la réalité il n'y a rien de conciliable entre la classe révolutionnaire exploitée et la classe exploiteuse réactionnaire.

La rupture avec une organisation politique du capital doit être -pour être réelle- une rupture avec TOUT ce qu'elle défend, car RIEN N'Y EST A CONSERVER. Autrement la rupture n'est pas un dégagement du bourbier réactionnaire mais un ré- enfoncement à un endroit différent.

UN INDIVIDU peut parfaitement parvenir à établir une telle rupture. Cela dépend de sa conscience et l'évolution de sa conscience politique n'est conditionnée -du point de vue organisationnel- que par sa capacité INDIVIDUELLE à se débarrasser de tout le fatras idéologique qu'il a ingurgité pendant son travail dans une organisation du capital.

Mais IL EN EST TOUT AUTREMENT POUR UN GROUPE POLITIQUE. Les "mécanismes" d'une scission imposent à un groupe d'individus (aussi restreint soit-il) des entraves insurmontables qui rendent pratiquement impossible le passage ORGANISE d'une organisation politique bourgeoise à une organisation prolétarienne.

2° Les mécanismes d'une scission

Une scission n'est pas la rupture d'une somme d'individus épars. Elle implique des individus plus ou moins fortement organisés au sein de l'organisation qu'ils s'apprêtent à quitter. C'est à dire , des individus qui possèdent, à côté des désaccords qui les conduisent à rompre (ou à être exclus), un certain nombre de positions communes avec l'organisation d'origine. Ces positions qui les lient à l'ancienne organisation peuvent être plus ou moins nombreuses, plus ou moins importantes. Mais elles existent toujours du moment qu'on parle de scission. Dans la "nouvelle" organisation subsistent en conséquence, inmanquablement, toutes les positions considérées "non erronnées" de l'ancienne. Une scission est toujours une "filiation", aussi "radicale" qu'ait pu être la rupture. Et la marque de cette filiation n'est autre que la continuité d'un certain nombre de positions.

Lorsqu'une organisation révolutionnaire rompt avec une organisation ouvrière qui vient de trahir en adoptant des positions bourgeoises, elle se réclame de la continuité de l'ancien corps. Elle dénonce la trahison, l'abandon des principes et s'affirme comme la continuité de la survivance des principes de départ.

C'est ainsi que la III internationale, par exemple, s'est fondée en dénonçant la trahison de la II, et le passage définitif de celle-çi dans le camp de la bourgeoisie. Ce faisant, elle pouvait et devait se réclamer des principes prolétariens qui avaient présidé à l'existence de l'Internationale Socialiste. L'Internationale Communiste pouvait être le fruit de différentes scissions de la II, et rester une organisation révolutionnaire, parce que la II était une véritable organisation ouvrière. Elle était le parti mondial du prolétariat pendant des décennies et comme telle elle avait à transmettre tout l'acquis théorique et organisationnel des luttes prolétariennes de son temps.

Cet acquis que les parlementaires social-démocrates venaient de fouler au pied en votant les crédits de guerre, dans les principaux pays belligérants, la gauche de l'Internationale (et principalement les bolcheviks et les spartakistes) pouvaient et devaient le reprendre à leur compte et assurer la continuité vivante en rompant violemment pour former une nouvelle Internationale.

Mais de quelle continuité peut se réclamer une organisation qui rompt avec une organisation bourgeoise pour parvenir au Programme Communiste, c'est-à-dire au camp prolétarien ? Comme nous l'avons vu, du fait même de la nature cohérente du programme prolétarien, aucune position de la bourgeoisie ne peut être conservée, encore moins servir de base pour le ralliement au camp révolutionnaire.

La seule position qui peut être commune à des éléments qui rompent avec une organisation bourgeoise pour passer au prolétariat, c'est : nous avons tous été des aveugles. Mais on le comprend aisément, une telle position est une base peu flatteuse personnellement et politiquement plus qu'insuffisante, pour permettre la formation d'une organisation qui cherche en premier lieu à rejoindre la clairvoyance de la classe révolutionnaire. Sur la base de la seule dénonciation d'une organisation dans laquelle on a milité et qui faisait partie du camp du capital il est impossible de s'organiser. Sur cette base, il ne peut exister qu'une somme d'individus qui après avoir reconnu l'erreur bourgeoise qu'ils avaient commise, doivent reprendre individuellement le chemin du camp prolétarien. Individuellement, car la seule chose qui les lie entre eux est une participation effective au travail du capital.

Or, c'est précisément ce lien qu'il est indispensable de dissoudre en premier lieu. Chaque fois que cette dissolution n'a pas lieu, il y a inévitablement conservation des fondements politiques de l'organisation "mère". Il y a filiation avec les forces du capital.

Cette filiation peut prendre parfois la forme de la révolte infantile, du "contrepied systématique". On croit alors rompre les liens avec l'organisation d'origine en s'efforçant de défendre "le contraire" de tout ce que pouvait défendre l'ancienne. Mais le critère d'orientation politique n'est pas pour autant l'expérience historique des luttes de la classe ouvrière. Lorsqu'on s'attache essentiellement à prendre le contre-pied d'une idéologie bourgeoise on ne peut aboutir qu'à un symétrique tout aussi bourgeois que la première. On demeure prisonnier de la même idéologie car on se détermine toujours par rapport aux idées politiques du capital et non en fonction de la lutte historique du prolétariat.

Ce genre de réaction est particulièrement fréquent en milieu "contestataire" étudiant. L'anarchisme, le "situationnisme" et autres apparentés du "cardanisme", se sont définis surtout en réaction au stalinisme et à son petit-fils, le trotskysme. Tout ce qui de loin ou de près ressemblait à un de ces derniers était réactionnaire et parallèlement était bon, "révolutionnaire", tout ce qui pouvait paraître être une critique de ces idéologies.

Le résultat était, entre autres, le rejet de la révolution russe, la plus grande expérience de la classe ouvrière, le rejet du marxisme et, sous une forme plus ou moins nette, le rejet de toute l'expérience historique de la classe considérée comme "vieille chose". Quant aux positions sur les problèmes fondamentaux de la lutte de classe, il est frappant de constater combien elles finissaient souvent par retrouver

le "concret" de celles des groupes trotskystes et staliniens tant abhorrés.

Les organisations politiques de la bourgeoisie, aussi "radicales" et "révolutionnaires" se prétendent-elles, jouent —consciemment ou non, cela est secondaire— une fonction précise au service du capital. L'exercice de cette fonction crée des liens puissants qui les rattachent au capital au point d'y empêcher toute scission révolutionnaire, tout enfantement organisé au profit du prolétariat.

La lutte du prolétariat n'a pas commencé aujourd'hui. Il y a plus d'un siècle de combats ouvriers au cours desquels se sont définis les fondements concrets de cette lutte historique. Rejoindre le camp révolutionnaire aujourd'hui, ce n'est pas se définir par rapport à telle ou telle organisation de la gauche du capital, mais s'approprier des résultats de cette expérience. Or, cela ne peut être fait sans avoir auparavant rompu tout lien avec la politique du capital.

C'est ce que n'ont pu faire ni "Union Ouvrière", ni "Combat Communiste" en scissionnant de façon organisée de "Lutte Ouvrière".

DEUX AVORTONS DE LA GAUCHE DU CAPITAL
Fruits de la crise politique du capitalisme.

La crise économique du capital entraîne des secousses croissantes dans sa sphère politique. Et,..."lorsque le bateau coule, les rats quittent le navire". Le navire de la bourgeoisie fait de l'eau par toutes ses organisations politiques. "Lutte Ouvrière", une des organisations gauchistes les plus connues (grâce notamment à la candidature d'A.Laguiller au poste de chef de toutes les polices, de toutes les armées et tribunaux du capital français) n'échappe pas à ce phénomène.

La "rupture" d'"Union Ouvrière" et l'"exclusion" de "Combat Communiste" sont une manifestation, minuscule certes, mais authentique, de cette crise politique qui secoue le capital dans le monde entier.

Pour le cas du "gauchisme" —mouvement à base estudiantine depuis 1968— il faut ajouter qu'il subit aussi actuellement les conséquences de la fin du mouvement étudiant, lycéen, enterré par le début des luttes ouvrières ouvertes. Ce que nous avions écrit en 1969 (RI N°3, Ancienne Série) se vérifie avec une implacable irréversibilité :
"Il n'y aura plus mouvement étudiant,
parce qu'il y aura mouvement ouvrier".

Une filiation revendiquée.
Pourquoi "Union Ouvrière" et "Combat Communiste" ont-ils rompu avec "Lutte Ouvrière" ? Pourquoi ont-ils cru nécessaire de créer deux nouvelles organisations politiques ?

Ils n'invoquent aucune raison sérieuse dans les premiers numéros de leur presse...et ils n'en invoqueront jamais aucune. Car, du point de vue du prolétariat, la seule raison valable pour rompre avec le trotskysme et le gauchisme, c'est le fait qu'ils constituent des courants politiques du capital. Or, non seulement l'idée n'est même pas insinuée, mais au contraire on se revendique de cette filiation.

"Combat Communiste" n'a pas estimé nécessaire de dédier plus de cinq petits paragraphes à la question. (Le papier est surtout rempli par des commentaires, style "Nouvel Observateur" sur l'avortement, l'automobile, le logement et quelques notes sur des entreprises pour nous dire qu'elles n'ont pas été conçues "pour accomplir un travail efficace dans de bonnes conditions (?), mais pour permettre à quelques centaines de parasites de faire marner 2000 travailleurs". (Qui l'eût cru !)).

Ce qui est dit dans les cinq paragraphes sur la rupture se résume à deux idées : 1°"Notre tendance rejette le dogme selon lequel l'URSS serait aujourd'hui un Etat "ouvrier", même "dégénéré" comme l'affirme "L.O.""et 2°"Renouer avec le véritable programme communiste est essentiel pour le mouvement ouvrier. Il ne nous a pas été possible de continuer à exprimer ces idées au sein de Lutte Ouvrière. C'est donc devant l'ensemble des travailleurs que nous les défendrons désormais, avec une vigueur renforcée, en tant que fraction (?) indépendante (??) du mouvement ouvrier révolutionnaire (???)".

"Union Ouvrière" est plus prolixe sur la question, mais c'est la même plaisanterie : "Une année de débat au sein de ce groupe (L.O.), et l'impossibilité pratique (?) qu'il y a à le transformer, nous ont à la fois appris la profondeur du mal (sic) dont il est atteint (et, par delà lui, la quasi-totalité de l'actuel mouvement "gauchiste") et la nécessité qu'il y a d'engager, en direction des exploités et des révolutionnaires, une entreprise radicale de rétablissement des principes révolutionnaires et d'intervention communiste directe au sein du mouvement dans son ensemble".

Quant à la divergence principale elle semble bien se situer aussi sur la question des "Etats ouvriers dégénérés".
"Sur toute la planète, et à Moscou comme à Washington, à Pékin, à Paris, à Alger ou à Barcelone (...) les travailleurs sont réduits à l'ESCLAVAGE dans tous les aspects de leur existence". Nous parlerons plus loin de ce que ces courants disent des pays dits "socialistes".

Quant aux rapports avec leur organisation mère, on nous dit donc qu'ils ont du rompre ou être exclus parce que "Combat Communiste" ne pouvait pas"exprimer au sein de L.O." ses idées sur les "Etats ouvriers dégénérés", parce qu'il y avait pour "Union Ouvrière" "impossibilité pratique à le transformer", parce que L.O. et "la quasi-totalité" du gauchisme sont atteints d'un "mal" mystérieux...?

Qu'est-ce qu'ils appellent le mouvement révolutionnaire ? Quel est ce mal ? Pourquoi ces impossibilités d'expression sur les pays dits "socialistes" dans L.O.? En quoi "Union Ouvrière" voulait transformer L.O.?
Les deux avortons restent muets sur ces questions ou se perdent, tel "Union Ouvrière", dans des dissertations larmoyantes sur "la sectarisation extrême de la quasi-totalité des composantes du mouvement"("sa première maladie") et sur la nécessité d'une "recomposition unitaire du mouvement prolétarien".

"Union Ouvrière" et "Combat Communiste" ne parviennent pas à donner d'explication à leur rupture avec le trotskysme tout simplement parce qu'en fait ils n'ont pas rompu avec lui.

Si on ne trouve nulle part dans leurs publications une dénonciation du trotskysme et du gauchisme en tant qu'éléments de la bourgeoisie, c'est parce qu'en fait aucune des deux "scissions" n'est sortie de ce camp.

En ne dénonçant pas la nature bourgeoise du gauchisme et du trotskysme, les deux avortons revendiquent en fait leur filiation bourgeoise. Et il ne pouvait en être autrement.

La seule chose qui lie de telles organisations au moment de leur formation c'est leur origine commune. Dénoncer cette origine comme bourgeoise aurait été la première condition (nécessaire même si elle n'est pas suffisante) pour pouvoir tenter de "renouer avec le véritable programme communiste" (comme le veut"Combat Communiste"), ou pour "s'engager dans une entreprise radicale de rétablissement des principes révolutionnaires"(comme l'affirme "Union Ouvrière").

Mais si cette condition avait été remplie, il n'y aurait pas eu d'"Union Ouvrière" ni de "Combat Communiste"; les "scissionnistes" et les "exclus" auraient dû renoncer au délicieux caprice de faire leur propre petit torchon gauchiste. Et ça...

"Union Ouvrière", plagiant une formulation de Marx à propos de la dialectique de Hegel, écrit qu'il faut"dégager le noyau rationnel du gauchisme contemporain de sa gangue mystique". (Grands dieux!!). Que d'honneur pour ce détritus de l'idéologie bourgeoise en décomposition qu'est le "gauchisme". Le noyau du gauchisme n'est pas plus"rationnel" que la décomposition de la petite bourgeoisie dans le capitalisme décadent. Sa "gangue" n'est pas plus mystique que les fusils de la contre-révolution dont il est la dernière expression.

Ceux pour qui la pourriture du gauchisme n'est pas suffisamment avancée pour trouver la force de rompre avec lui, peuvent y rester; mais qu'ils n'aient aucune illusion sur le sort que leur réserve la révolution prolétarienne.

UNE FAUSSE RUPTURE

Révolte petite-bourgeoise oblige. "Union Ouvrière" teinte son langage d'une résonance "situationnisante": "l'agitation spectaculaire des groupuscules", "la subversion radicale de toute la société de classes", "la révolution radicale qui est l'affaire des générations qui viennent", "les curés en tous genres", "réactiver les IDEES de la subversion radicale". "La subversion communiste du vieux monde", etc...

Les trotskystes honteux veulent probablement exorciser avec des mots les fantômes qui hantent la vie des militants de Lutte Ouvrière : le militantisme érigé en apostolat religieux, l'ouvriérisme, le vocabulaire populiste "pour ne pas effrayer les prolos", etc.

Peine perdue. Les avortons sont "trotskystes" dans l'âme. Trotskystes, entre guillemets, parce qu'en fait le trotskysme n'existe pas. Il existe le stalinisme et il existe les divers "appuis critiques" au stalinisme. Ces critiques peuvent se réclamer de Trotsky, de Mao ou de Guevara. Mais objectivement ils ont tous la même caractéristique: la défense "critique" de la perspective stalinienne. Parasites des P.C., ils en sont les meilleurs appuis, ceux des heures critiques, des moments difficiles. Ils ne dénoncent le bureaucratisme des staliniens que pour mieux défendre leurs positions politiques contre-révolutionnaires au sein de la classe avec verbiage soi-disant plus radical.

"Union Ouvrière" et "Combat Communiste" rejettent aujourd'hui (cinquante ans après la Gauche Communiste) l'idée qu'il n'y a pas d'exploitation dans les pays soi-disant communistes. (Mais qui croit encore aujourd'hui à ce mensonge stalinien ?). Peut-etre pourrait-on dire : mieux vaut tard que jamais. Même pas.

Pour le prolétariat, la dénonciation des pays dits "communistes" (ou "en voie" de le devenir) en tant que pays de capitalisme d'Etat, n'est qu'un aspect de la dénonciation de la TENDANCE GENERALE DU CAPITALISME DECADENT VERS SA FORME ETATISEE (1). Tous les Etats du monde subissent cette tendance, TOUS LES ASPECTS DE LA VIE DU CAPITALISME sont marqués par cette évolution. Et principalement les rapports entre capital et force de travail, entre bourgeoisie et prolétariat.

Dans ce domaine, 50 ans d'encadrement et de "trahisons" syndicales, 50 ans de planification et d'exploitation avec la collaboration des appareils syndicaux, 50 ans d'intensification de l'exploitation et de désillusions sur toute possibilité d'obtenir de véritables réformes du capitalisme en faveur de la condition ouvrière, 50 ans enfin de massacre des insurrections ouvrières avec la participation active des syndicats, ont tracé avec du sang une frontière de classe entre le prolétariat et tous ceux qui d'une façon ou d'une autre se font les défenseurs (aussi "critiques" soient-ils) de ces institutions du capital. Dans le capitalisme décadent, la tendance mondiale au capitalisme d'Etat s'est manifestée en premier lieu par la transformation des syndicats en organes de l'Etat capitaliste. Dénoncer le capitalisme d'Etat, c'est d'abord dénoncer ces institutions comme organes de l'Etat.

Or, non seulement "U.O " et "C.C." ne voient aucun lien entre le capitalisme d'Etat et les "trahisons" des syndicats, mais en outre ils ne font une critique de ces appareils que pour dénoncer les dirigeants, Séguy et Maire, "chiens de garde du capital dans les rangs de la classe ouvrière"("Union Ouvrière"), "agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier"("Combat Communiste"), et, pour expliquer qu'afin de ne pas "se couper des exploités" il faut "développer dans les syndicats mêmes(...)un travail d'opposition COMMUNISTE"("Union Ouvrière") -

Certes, "Union Ouvrière" dit bien qu'il faut "systématiquement mettre en évidence aux yeux des exploités la FONCTION SOCIALE d'encadrement du prolétariat des actuelles machines syndicales et pas seulement les "atermoiements des chefs"", mais il ne s'agit que d'une phrase démentie tout au long du reste du journal par la "critique des dirigeants" et l'appel à travailler au sein de cette police de l'Etat. Bref, à répé-

(1) D'ailleurs, ni "Union Ouvrière", ni "Combat Communiste" ne se risquent à prononcer le mot de "capitalisme d'Etat". Ils préfèrent parler d'"esclavage salarié" (Engels rejetait explicitement ce terme qu'il considérait servir surtout à faire un amalgame confusionniste qui escamotait la véritable réalité du capitalisme)

ter en termes à peine plus "radicaux" ce que clament les "trotskystes" et autres "critiques" du stalinisme depuis des décades.

Les "attermoiements" et la confusion qui caractérisent les deux nouveaux journaux sur la question syndicale sont tels qu'ils pourraient peut-etre laisser à certains des doutes sur leur incapacité à se dégager du trotskysme. Nous serions trop exigeants, trop intransigeants, trop sectaires... Leur position sur un autre problème que 60 ans de décadence capitaliste ont tranché en creusant une autre frontière de classe, les questions des "libérations nationales", ôtent toute hésitation sur leur attachement au camp du capital.

Alors que depuis la première Guerre Mondiale, toutes les"luttes de libération nationale"n'ont servi qu'à fournir de la chair à canon ouvrière et paysanne sur l'autel des conflits entre grandes puissances impérialistes, alors que des centaines de mouvements nationalistes, ont démontré dans le sang une et mille fois que la voie nationaliste, dans les pays industrialisés comme dans les autres, est celle du renforcement du capitalisme d'Etat et de la marche aux boucheries capitalistes, alors que les travailleurs des pays coloniaux ou semi-coloniaux ont été utilisés systématiquement comme "pions" des grandes puissances sous prétexte de les rendre "indépendants" (c'est-à-dire libres d'être exploités par leurs propres bourreaux nationaux, libres de mourir sous les bombes russes ou américaines, anglaises ou chinoises), "Combat Communiste" pousse sans gêne le cri de guerre confusionniste qui a permis tant de fois d'aboutir à ces opérations de mystification :
"A bas le colonialisme. Vive la lutte des travailleurs antillais pour l'indépendance...et (il faut bien se draper du chapeau ouvrier) pour le socialisme".

Plus "pudique", "Union Ouvrière" fait de même, mais du bout des lèvres (pour qu'on entende moins ?): "flétrissure de l'oppression sous toutes ses formes (...). Le mouvement de destruction communiste de toutes les sociétés de classes (...) ne peut être indifférent à aucune des formes d'oppression que le développement du capital a répandues par toute la terre, et notamment au martyr colonial ou semi-colonial des masses paysannes et prolétariennes des deux tiers de la planète".

On se mouille le moins possible mais on défend la même écoeurante marchandise nationaliste sous prétexte de "non indifférence" à "toutes les formes d'oppression".

Dans le capitalisme décadent, il y a une oppression fondamentale qui SEULE commande à toutes les autres : celle du capital sur le prolétariat.
Le combat contre le capital est un combat contre l'oppression impérialiste, mais le soi-disant combat contre l'oppression impérialiste n'est plus aujourd'hui un combat contre le capital. Des millions de prolétaires et de paysans morts sous les drapeaux de l'"anti-impérialisme" sont là pour en témoigner.
L'indifférence, ce n'est pas la dénonciation des mystifications nationalistes, mais la crainte de le faire parce qu'on se sent "solidaires" de sa propre bourgeoisie de pays industrialisé.

"L'indifférence" et le crime contre-révolutionnaire c'est croire que le combat contre le capital et contre son cadre politique, la nation, est valable uniquement dans une partie du monde, l'autre étant condamnée à mourir pour l'indépendance de SA bourgeoisie nationale et pour les interêts de SA puissance impérialiste tutrice.

Un seul combat est à l'ordre du jour dans tous les pays : la révolution prolétarienne. Dans tous les pays, chez les yankees comme chez les zoulous, chez les moscovites comme chez les patagons, interêt national égal interêt du capital.

Non, on ne"renoue"pas"avec le véritable programme communiste"à partir d'une organisation issue du camp politique de la bourgeoisie. "Combat Communiste" et "Union Ouvrière" viennent de le confirmer une nouvelle fois.

A leurs militants qui croient avoir franchi un pas vers le prolétariat, qui ont peut-être décelé un instant l'immensité du mensonge stalinien et trotskyste, nous ne pouvons souhaiter, pour leur bien, qu'une chose : que leurs nouvelles organisations meurent.

R.Victor

R E U N I O N S   O U V E R T E S

Ces deux derniers mois la section de Paris de REVOLUTION INTERNATIONALE a organisé deux réunions ouvertes sur les thèmes :

LES PAYS DE L'EST DANS LA CRISE
et
LE ROLE DES SYNDICATS DANS LES LUTTES ACTUELLES.

Les lecteurs de la région parisiennne voulant participer à ces réunions sont invités à écrire à R.I. afin de prendre connaissance des dates et des lieux des prochaines réunions.

\- - -

La prochaine réunion ouverte de la section de Paris portera sur le problème de L'ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES.

Révolution Internationale
B.P. 219
75827 P A R I S C E D E X 17

GROUPES DE NOTRE COURANT INTERNATIONAL

INTERNATIONALISM
P.O. BOX
Manhattanville Station
365 West, 125 St.,NEW YORK
N.Y. 10027 U.S.A.

WORLD REVOLUTION
écrire l'adresse comme suit:

Box 56
197 King's Cross Road
London WC1 GREAT BRITAIN

ACCION PROLETARIA
(ESPAGNE)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO
(VENEZUELA)
écrire à l'adresse de R.I.

REVOLUZIONE INTERNAZIONALE
écrire l'adresse de la façon suivante:

SANDRO SAGGIORO
Casella Postale 85/6
35100 PADOVA
ITALIA

ABONNEMENTS et VERSEMENTS à
C . Giné
CCP La Source 34 195 33

5 numéros de la revue et 5 numéros du "Bulletin d'Etude et de Discussion". . . . . . 25 F.

Abonnement de Soutien . . . . 40 F.

Directeur de la publication : C . Giné.
Numéro de Commission Paritaire : 54 267

Imprimerie : Ed. Syros, 9, rue Borromée PARIS 15